

PRIMATURE

VICE-PRIMATURE
CHARGÉE DE L'ÉCONOMIE
ET DE L'INDUSTRIE



« SITUATION GÉNÉRALE DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT ET APERÇU DES RÉALISATIONS »

« « « « « «

RAPPORT
SUR LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT
MADAGASCAR 2012

» » » » » » » » » » » »

NOVEMBRE 2013



*Au service
des peuples
et des nations*

L'édition de cet ouvrage a bénéficié de l'appui du PNUD.

Le contenu de cette publication peut être reproduit librement, sous réserve de faire mention de la source : « Rapport sur la Coopération au Développement 2012 - Madagascar »

Le rapport est également disponible en version anglaise.

Pour toute information ou remarque, veuillez vous adresser à :

sg@mei.gov.mg et/ou stpcaide@gmail.com

Concept visuel de la couverture

Le baobab, « arbre de vie », est un emblème de Madagascar. Par son cycle de vie, le baobab inspire le développement. Face à un environnement difficile, il symbolise le courage, l'endurance et la richesse naturelle. Quant au baobab en tissu, il illustre le savoir-faire artisanal des Malgaches.

PREFACE

Madagascar vit actuellement sa cinquième année de crise sociopolitique, qui a provoqué un relâchement de sa coopération avec ses Partenaires au développement, et qui a eu comme conséquence, un impact négatif sur son développement économique. Toutefois, l'exécution de certains projets s'est néanmoins poursuivie, et de nouveaux financements ont été mobilisés depuis la mise en œuvre de la Feuille de Route en 2011, particulièrement suite à la mise en place d'un Gouvernement d'Union Nationale, reconnu par la Communauté Internationale.

Depuis 2009, la publication des Rapports sur la Coopération au Développement (RCD) a été rendue possible, grâce à la mise en place de la base de données sur la coopération au développement. Les analyses et conclusions des rapports antérieurs ont montré le rôle essentiel que joue la coopération dans le développement économique et social du pays. Il est indéniable que cette coopération a permis de préserver les acquis des années antérieures pour préparer la relance future du développement. Ces rapports soulignent l'importance de la mise en place d'un mécanisme de coordination inclusif, qui veillera à optimiser l'efficacité de la coopération au développement, étant donné la baisse des ressources disponibles en raison de la crise financière internationale.

C'est dans ce contexte, et pour garder un œil attentif sur l'évolution des apports financiers de nos partenaires, et d'en mesurer les impacts, que les RCD sont édités annuellement par la Vice-Primature chargée de l'Economie et de l'Industrie, en étroite collaboration avec la Primature. Cette troisième édition des RCD a pris l'initiative d'illustrer, à travers quelques réalisations, la contrepartie des flux financiers, tout en intégrant l'apport des coopérations décentralisées et des ONG internationales, en plus de celui des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) habituels (multilatéraux et bilatéraux).

Ainsi, à travers le tableau de bord qu'il fournit, nous osons croire que ce rapport constitue d'une part un instrument important pour renseigner les acteurs de développement (Administration, PTF, secteur privé et société civile), et d'autre part, un outil d'information de l'opinion publique sur la situation exacte de la coopération au développement. Enfin, ce rapport est aussi un instrument de plaidoyer et de sensibilisation sur les principes de l'efficacité de la coopération au développement, dans l'esprit du *Partenariat de Busan* (2011).

A ce titre, nous espérons que les informations contenues dans ce rapport aideront à cultiver un esprit de transparence et de redevabilité mutuelle de tous les acteurs concernés vis-à-vis des actions pour le développement efficace et effectif de notre pays.

Pour terminer, je tiens à exprimer mes remerciements et mon encouragement à tous ceux qui ont contribué à l'élaboration de ce document.

BERIZIKY Jean Omer
Premier Ministre,
Chef du Gouvernement d'Union Nationale

AVANT-PROPOS

Madagascar s'est attelé à honorer les principes énoncés dans la *Déclaration de Paris*, et malgré les difficultés rencontrées, le pays a adhéré à l'accord du *Partenariat de Busan*. La *Déclaration de Paris* met l'accent sur la bonne gestion de l'aide, notamment les concepts d'efficacité et de transparence. Quant au second accord, il met l'accent sur une participation plus inclusive du financement et de la gestion du développement.

La persistance de la crise sociopolitique que traverse actuellement le pays n'a pas facilité le respect des engagements pris collectivement dans ces deux accords. Parmi les principes non respectés, on peut citer l'absence d'une stratégie nationale et la non utilisation des systèmes nationaux de gestion par les Partenaires Techniques et Financiers (PTF).

Le présent Rapport sur la Coopération au Développement (RCD) présente l'évolution de la situation des flux financiers de l'aide extérieure enregistrés jusqu'en 2012 ainsi que quelques réalisations illustrant les interventions des coopérations multilatérales, bilatérales, décentralisées et des principales organisations non gouvernementales internationales (ONGI).

Ce rapport étant produit par le Département dont j'ai la charge, j'invite les Partenaires au développement à honorer les grands principes de la coopération au développement, notamment en renseignant régulièrement la base de données sur l'aide, AMP-Madagascar. En effet, la qualité des informations introduites dans cette base conditionne la mise à la disposition des acteurs du développement (décideurs politiques, PTF, société civile, secteur privé,) et des simples citoyens, d'un tableau de bord sur la gestion de l'aide fourni et fiable.

J'ose espérer la continuation de la collaboration efficace et fructueuse avec les Partenaires au développement, pour que la production annuelle d'un aussi important outil de prise de décision soit assurée.

BOTOZAZA Pierrot
Vice Premier Ministre
Chargé de l'Economie et de l'Industrie

REMERCIEMENTS

Sous la supervision de M. Jean Gabriel RANDRIANARISON, Secrétaire Général de la Vice-Primature chargée de l'Economie et de l'Industrie (VPEI), et de M. Claude RAKOTOARISOA, Directeur Général de l'Economie, le présent Rapport sur la Coopération au Développement (RCD) a été réalisé et édité par ce département en étroite collaboration avec la Primature.

Les données statistiques qui ont permis l'élaboration de ce RCD proviennent principalement de la collaboration entre les Points focaux des PTF et de la Primature. Les informations complémentaires liées aux réalisations des projets ont été collectées par un consultant national qui mérite également nos remerciements.

La compilation des données, leur analyse ainsi que la rédaction du rapport ont été réalisées par Mme Sahondra RAMBOLANOMENAHOSOLO, Directeur des Coopérations Extérieures de la VPEI, et son équipe, en collaboration avec M. Isaora Zefania ROMALAHY, Secrétaire Technique Permanent en charge de la Coordination de l'Aide (STPCA) à la Primature, et son équipe, et avec l'appui technique de l'Unité Politique et Stratégie du PNUD, dont il importe de reconnaître ici les efforts particuliers déployés par le Spécialiste en Coordination de l'Aide de cette unité.

Les correspondants au sein des partenaires, quant à eux, ont apporté une grande contribution en termes de validation des chiffres les concernant. En outre, certaines personnes ressources au sein des autres départements ministériels ont aussi été consultées pour le compte de la partie nationale afin d'affiner les résultats d'analyse et les conclusions. Citons, particulièrement, les Ministères sectoriels en charge de l'Agriculture, de l'Education, de la Santé publique, de l'Eau ainsi que le Ministère des Finances et du Budget.

Enfin, un remerciement particulier est adressé au PNUD qui, à travers son Programme de Gouvernance Economique et de Gestion de l'Information (GEGI), a apporté un appui technique et financier au processus depuis la mise en place de la base de données AMP en 2009 jusqu'à la production de ces trois éditions du Rapport sur la Coopération au Développement.

TABLE DES MATIERES

PREFACE	i
AVANT-PROPOS	ii
REMERCIEMENTS	iii
TABLE DES MATIERES	iv
TABLE DES ILLUSTRATIONS	v
ACRONYMES ET ABBREVIATIONS	vi
RESUME EXECUTIF	viii
INTRODUCTION	1
SITUATION SOCIOECONOMIQUE EN 2012	2
PARTIE I. TABLEAU DE BORD SUR L'AIDE A MADAGASCAR	3
I.1. SITUATION GENERALE DE L'AIDE RECUE PAR MADAGASCAR	4
I.1.1. Evolution de l'aide des PTF habituels	4
I.1.2. Analyse de l'APD selon le type de financement	5
I.1.3. Contribution des autres types de partenaires	5
I.2. BUDGET NATIONAL ET SYSTEMES NATIONAUX DE GESTION	7
I.3. ENVERGURE REGIONALE DES INTERVENTIONS DES PROJETS	8
I.4. PROFIL DE L'AIDE PAR DONATEUR	9
I.5. PROFIL DE L'AIDE PAR SECTEUR EN 2012	12
I.5.1. Secteurs Santé	13
I.5.2. Secteur Education.....	14
I.5.3. Secteur Développement rural.....	15
I.5.4. Secteur Infrastructures – eau, hygiène et assainissement.....	16
PARTIE II. APERÇU DES REALISATIONS DES PROJETS FINANCES PAR L'AIDE	18
II.1. PRINCIPES ET APPROCHE METHODOLOGIQUE.....	19
II.1.1. Principes ayant conduit à l'intégration des réalisations dans la base AMP.....	19
II.1.2. Méthodologie de collecte des données sur les réalisations	19
II.1.3. Pérennisation du processus et conservation des données	19
II.1.4. Lien avec le SNISE.....	20
II.2. APERÇU DES REALISATIONS DES PTF	21
II.2.1. Aperçu des réalisations du SCAC	21
II.2.2. Aperçu des réalisations de la GIZ	22
II.2.3. Aperçu des réalisations de l'USAID	23
II.2.4. Aperçu des réalisations de l'Union Européenne.....	23
II.2.5. Aperçu des réalisations de la BAD.....	25
II.2.6. Aperçu des réalisations du Système des Nations Unies	27
II.2.7. Aperçu des réalisations des Coopérations décentralisées.....	31
II.2.8. Aperçu des réalisations des ONGI	33
CONCLUSION	35
ANNEXES	36

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Tableau 1 : Evolution de l'aide des PTF habituels selon le type de financements	5
Tableau 2 : Evolution de l'aide des Partenaires au développement selon le type de donateurs	6
Tableau 3 : Proportion de projets inscrits dans la Loi de Finances 2012 (PTF habituels seulement).....	7
Tableau 4 : Répartition des décaissements des PTF habituels entre le niveau national et régional (2011-2012).....	8
Tableau 5 : Répartition de l'aide depuis 2009 par donateur : décaissements effectifs (milliers USD)	9
Tableau 6 : Structure et évolution sectorielle de l'aide des partenaires multilatéraux et bilatéraux	12
Tableau 7 : Principaux PTF opérant dans le secteur santé : décaissements effectifs	13
Tableau 8 : Partenaires au développement opérant dans le secteur éducation : Décaissements effectifs ...	14
Tableau 9 : Principaux PTF opérant dans le secteur développement rural : Décaissements effectifs	15
Tableau 10 : Principaux PTF opérant dans le secteur des infrastructures : décaissements effectifs.....	16
Tableau 11 : Principaux PTF dans le sous-secteur eau, hygiène et assainissement : décaissement effectif ..	17
Tableau 12 : Listes des Partenaires au développement ayant répondu à l'enquête sur les réalisations	20
Tableau 13. Tableau synoptique des réalisations du SCAC	21
Tableau 14. Tableau synoptique des réalisations de la GIZ	22
Tableau 15. Tableau synoptique des réalisations de l'USAID.....	23
Tableau 16. Tableau synoptique des réalisations de la BAD	25
Tableau 17. Tableau synoptique des réalisations des agences du SNU dans les différents domaines.....	27
Graphique 1. Evolution de l'APD des partenaires institutionnels reçue depuis 2000 (millions USD).....	4
Graphique 2 : Evolution de la répartition sectorielle de l'aide depuis 2010 : Décaissements en milliers USD	12
Annexe 1. Montant de l'aide allouée par chaque PTF dans chacun des secteurs, en 2012 (en millier USD) .	36
Annexe 2. Montant de l'aide allouée par chaque PTF dans chacun des secteurs, en 2011 (en millier USD) .	37
Annexe 3. Montant de l'aide allouée par chaque PTF dans chacun des secteurs, en 2010 (en millier USD) .	38
Annexe 4. Aperçu de l'état actuel de la désagrégation régionale des données sur l'aide (milliers USD).....	39

ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

AAH / DP	Appropriation, Alignement et Harmonisation / Déclaration de Paris
ACBF	<i>African Capacity Building Foundation</i>
ACT	<i>Artemisinin-based combination therapy</i>
ADER	Agence de Développement de l'Électrification Rurale
ADRA	<i>Adventist Development and Relief Agency</i>
AFD	Agence Française de Développement
AFL-D	Alphabétisation Fonctionnelle Intensive pour le Développement
AMP	<i>Aid Management Platform</i> / Plateforme de Gestion de l'Aide
APD	Aide Publique au Développement
APDRA	Association Pisciculture et Développement Rural en Afrique
ASAMA	<i>Asa Sekoly Avotra Malagasy</i> (Action Scolaire d'Appui aux Malgaches Adolescents)
BAD (AfDB)	Banque Africaine de Développement
BADEA	Banque Arabe pour le Développement en Afrique
BIT / OIT (ILO)	Bureau / Organisation International(e) du Travail
CAD (DAC)	Comité d'Aide au Développement - OCDE
CENIT	Commission Electorale Nationale Indépendante pour la Transition
CREAM	Centre de Recherche, d'Etudes et d'appuis à l'Analyse économique à Madagascar
CRENAS	Centre(s) de Récupération Nutritionnelle Ambulatoire pour la malnutrition aiguë Sévère
CRENI	Centre(s) de Récupération Nutritionnelle Intensive
CRS	<i>Catholic Relief Services</i>
CSA	Centre(s) de Services Agricoles
CSB	Centre(s) de Santé de Base
CTD	Collectivités Territoriales Décentralisées
CTM	Conférence des Travailleurs de Madagascar
DCE	Direction des Coopérations Extérieures (auprès de la VPEI)
DP / AAH	Déclaration de Paris
EDBM	<i>Economic Development Board of Madagascar</i>
EPT	<i>Éducation Pour Tous</i>
FAO	<i>Food and Agriculture Organization</i>
FEM (GEF)	Fonds pour l'Environnement Mondial
FERT	Formation pour l'Épanouissement et le Renouveau de la Terre
FFEM	Fonds Français pour l'Environnement Mondial
FHN (HLF)	Forum de Haut Niveau sur l'Efficacité de l'Aide
FIDA (IAFD)	Fonds International de Développement Agricole
GAVI	<i>Global Alliance for Vaccines and Immunization</i>
GEM	Groupement des Entreprises de Madagascar
GFATM / Fonds Mondial	<i>Global Fund to fight Aids, Tuberculosis and Malaria</i> / Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme
GIZ	<i>Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit</i>
GPE / PGE	<i>Global Partnership for Education</i> / Partenariat Global pour l'Éducation
GRET	Groupe de Recherches et d'Échanges Technologiques
HI	Handicap International
IATI (IITA)	<i>International Aid Transparency Initiative</i>
INSTAT	Institut National de la Statistique de Madagascar
IR	Institut(s) de Recherche

IRD	Institut de Recherche pour le Développement
IST	Infection(s) Sexuellement Transmissible(s)
JICA	<i>Japan International Cooperation Agency</i>
KFW	<i>Kreditanstalt für Wiederaufbau</i>
MID	Moustiquaire(s) imprégnées d'insecticide longue durée
MSF	Médecins Sans Frontières
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economique
OMD	Objectif(s) du Millénaire pour le Développement
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG / ONGI	Organisation(s) Non Gouvernementale(s) / ONG Internationale(s)
ONUDI	Organisation de Nations Unies pour le Développement Industriel
ONUSIDA	Organisation de Nations Unies pour la lutte contre le VIH/SIDA
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
PAA / AAA	Programme d'Action d'Accra ou <i>Accra Agenda in Action (AAA)</i>
PAM (WFP)	Programme Alimentaire Mondial
PARP	Programme d'Appui à la Réduction de la Pauvreté
PASSOBA	Projet d'Appui aux Secteurs Sociaux de Base
PCV	<i>Pneumococcal Conjugate Vaccine</i>
PINGOS	<i>Platform of International NGOs</i>
PIP	Programme d'Investissement Public
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PRD	Plan(s) Régional(aux) de Développement
PTF	Partenaire(s) Technique(s) et Financier(s)
RCD	Rapport(s) sur la Coopération au Développement
RN	Route(s) Nationale(s)
RTM	<i>Reggio Terzo Mondo</i>
SCAC	Service de Coopération et d'Action Culturelle
SIGFP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SNISE	Système National Intégré du Suivi Évaluation
SNU (UNS)	Système des Nations Unies
STPCA	Secrétariat Technique Permanent pour la Coordination de l'Aide
UE (EU)	Union Européenne
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
UNFPA (FNUAP)	<i>United Nations Population Fund</i> (Fonds des Nations Unies pour la Population)
UNICEF	<i>United Nations International Children's Emergency Fund</i>
USAID	<i>United States Agency for International Development</i>
USD	<i>United States Dollar</i>
VCT	Vivres contre travail
VIH-SIDA	Virus de l'Immunodéficience Humaine-Syndrome d'Immunodéficience Acquise
VIS	<i>Volontariato Internazionale per lo Sviluppo</i> (Don Bosco)
VNU	Volontaires des Nations Unies
VPEI	Vice-Primature chargée de l'Économie et de l'Industrie
WASH	<i>Water, Sanitation and Hygiene</i>
YPE / JPE	<i>Youth Peer Educators</i> / Jeunes Pairs Éducateurs

RESUME EXECUTIF

Le présent document est la troisième édition des Rapports sur la Coopération au Développement (RCD) produits, depuis 2009, par la Vice Primature chargée de l'Economie et de l'Industrie, en étroite collaboration avec la Primature (STPCA).

Ces rapports ont servi d'outil d'aide à la décision dans la gestion de la coopération au développement, en fournissant un tableau de bord à jour, avec le maximum d'exhaustivité et de fiabilité. Notons que ce tableau de bord est actuellement élargi à deux autres types d'acteurs : les coopérations décentralisées et les ONGI, et il intègre pour la première fois, un aperçu des réalisations ; tout cela, conformément aux principes du Partenariat conclu à Busan – Corée du Sud.

Tendance de l'aide : retour à la baisse après le rebond de 2010

Bien qu'il y ait eu un rebond de près de 15% entre 2009 et 2010, la tendance de l'aide reçue des PTF habituels est de nouveau à la baisse. Les décaissements effectifs en 2012 étaient seulement de 387,8 millions USD ; de loin en deçà de son niveau de 2009, et représente à peine plus de la moitié de l'aide reçue en 2007. La hausse des subventions fournies par les organismes onusiens ainsi que celle des emprunts contractés auprès des autres PTF multilatéraux n'ont pas pu compenser la baisse des subventions provenant des partenaires bilatéraux (-16,4%).

Les coopérations décentralisées et les ONGI en complément de l'aide des PTF habituels

L'apport des autres types de partenaires (coopérations décentralisées et ONGI) n'est - en moyenne - que de l'ordre de 6% du montant total de l'aide, mais il convient de souligner que leurs contributions ont quasiment doublé sur la période 2009 - 2012 : passant de 16 à 31 millions USD.

Aide orientée vers les populations et gérée en dehors du système de gestion étatique

Les résultats montrent que plus de la moitié de l'aide décaissée est allouée aux secteurs sociaux à savoir la santé, l'éducation et la solidarité nationale, cela au détriment des secteurs productifs. Par ailleurs, la répartition régionale de l'aide révèle qu'il y a une tendance à privilégier davantage les projets régionaux, touchant plus directement les communautés.

Le nombre important de projets non-inscrits dans la Loi des Finances, notamment en cette période de transition – avec seulement une centaine sur plus de 600 projets – indique que certains PTF contournent les procédures et systèmes nationaux de gestion. Cette situation handicape la mise en œuvre des principes d'alignement et d'harmonisation, tels que prônés par la *Déclaration de Paris*.

Quelques réalisations à titre d'illustration

Les réalisations collectées dans ce rapport ne couvrent pas l'intégralité des interventions de la coopération au développement. Elles permettent cependant d'illustrer les contreparties des flux financiers décaissés par les Partenaires au développement à travers les réalisations correspondantes. Il est important de noter qu'il y a une hétérogénéité des résultats présentés, que ce soit sur le niveau d'intervention, le degré d'agrégation ou la période d'exécution. Des efforts doivent être fournis pour que toutes les parties prenantes relèvent le défi de disposer d'un cadre national de suivi - évaluation de la coopération au développement, permettant ainsi de mesurer sa contribution au développement du pays.

INTRODUCTION

Au lendemain du 4^{ème} forum de haut niveau de Busan, l'efficacité de la coopération au développement est devenue un enjeu essentiel. Ce nouveau *Partenariat mondial* doit permettre de poursuivre les efforts entrepris pour respecter les principes de la *Déclaration de Paris* et du *Programme d'Action d'Accra*. Malgré la crise politique, Madagascar tente de s'engager résolument dans cette dynamique. Même si le pays n'atteindra pas, en 2015, les *Objectifs du Millénaire pour le Développement* (OMD), les Partenaires au développement soutiennent encore de façon conséquente la *Grande Ile*, comme on pourra le constater dans le présent *Rapport sur la Coopération au Développement* (RCD).

Le RCD est un document technique de référence qui se veut être un outil d'aide à la prise de décision, et aussi une source d'informations pour toute personne intéressée par la politique et la pratique de la coopération au développement. En effet, le RCD est un tableau de bord sur l'aide qui rend compte des situations et des tendances des différentes interventions des Partenaires au développement. Le présent rapport est aussi un outil de plaidoyer à l'adresse de ces derniers, détenteurs des données et informations sur leurs flux financiers et leurs réalisations, pour une constante amélioration de la redevabilité mutuelle.

L'édition 2012 du RCD permet d'appréhender non seulement les flux financiers de l'aide mais également d'illustrer ceux-ci par quelques réalisations, et il intègre pour la première fois, des informations relatives aux coopérations décentralisées et à des ONGI. La première partie du rapport présente donc une analyse de ces flux financiers et leur évolution, et la seconde dresse un tableau de certaines réalisations obtenues dans le cadre d'interventions de différents Partenaires au développement.

Il faut noter que les réalisations présentées dans ce document ne couvrent pas, loin s'en faut, l'intégralité des résultats obtenus grâce à la coopération au développement. Toutefois, la base de données sur l'aide, AMP-Madagascar, ambitionne de centraliser officiellement les informations sur les résultats des interventions de l'ensemble des Partenaires au développement, comme elle le fait pour les données financières sur l'aide. Pour cela, une enquête a été notamment réalisée pour collecter un grand nombre d'informations sur lesdites réalisations, qui ont permis d'alimenter ce RCD et qui seront progressivement intégrées dans la base AMP-Madagascar.

Un des objectifs de la seconde partie de ce RCD est de susciter un débat sur le niveau (produit, effet ou impact), la période et le degré d'agrégation des résultats de la coopération au développement, dans un souci d'en harmoniser le cadre de suivi – évaluation. L'enjeu est de pouvoir disposer d'un cadre qui s'aligne sur celui de la stratégie nationale (SNISE) pour mesurer plus précisément la contribution de la coopération au développement à l'atteinte des objectifs de développement. De plus, ce processus va permettre de passer de l'efficacité de la coopération au développement à l'efficacité du développement.

SITUATION SOCIOECONOMIQUE EN 2012

Classé parmi les pays les plus pauvres d'Afrique subsaharienne avec un Indice de Développement Humain (IDH) de 0,483, Madagascar occupait le 151^{ème} rang sur 187 pays en 2012. A moins de deux ans de l'échéance des OMD 2015, Madagascar est loin de tenir ses engagements. Le pays traverse une crise politique depuis 2009 qui a pour conséquences une dégradation de la situation socio-économique et un ralentissement des financements, publics et privés, nationaux et étrangers.

En effet, après la baisse de la croissance économique de -4,1% en 2009, l'économie se redresse faiblement avec une croissance de 1,3% en 2011 et 2,5% en 2012, mais les recettes de l'Etat sont restées faibles, autour de 11 % du PIB. Le Gouvernement a donc poursuivi une politique budgétaire restrictive pour faire face à la réduction des aides extérieures et au ralentissement des activités économiques. Toutefois, grâce à une politique monétaire prudente et une intervention de l'Etat visant à réguler les prix, notamment de l'énergie, l'inflation a été contenue à 5,8% en 2012 et l'évolution du cours de change de l'Ariary s'est stabilisée, en termes réels, depuis 2011.

Avant la crise et en dépit de l'annulation de la dette et des financements extérieurs qui étaient plus substantiels qu'actuellement, le pays souffrait de difficultés structurelles qui rendaient peu probable l'atteinte des OMD à l'horizon 2015. Aujourd'hui, selon les statistiques disponibles (*Rapport de mise en œuvre des programmes – année 2012*), la situation socio-économique s'est davantage dégradée ; le taux de pauvreté atteignant 76% en 2010 contre 68% en 2005. En outre, le nombre d'enfants non scolarisés en 2012 est estimé à plus de 1,5 million et le taux de mortalité maternelle à 500 pour 100.000 naissances vivantes.

PARTIE I.

TABLEAU DE BORD SUR L'AIDE A MADAGASCAR

Le RCD fournit les statistiques générales et synthétiques sur les flux financiers (donateurs, montants, types de financement, etc.) ainsi que leurs allocations dans le pays (secteurs et régions d'intervention, modes de gestion, etc.) pour l'année 2012. Cette première partie traite de ces différents aspects en se basant sur les données disponibles dans la base de données sur l'aide (AMP-Madagascar) et validées par les Partenaires au développement eux-mêmes.

Ce rapport constitue un tableau de bord unique sur la situation de l'aide à Madagascar. Il intègre désormais les données fournies par les coopérations décentralisées et des ONG internationales, en plus de celles issues des Partenaires Techniques et Financiers habituels (bilatéraux et multilatéraux).

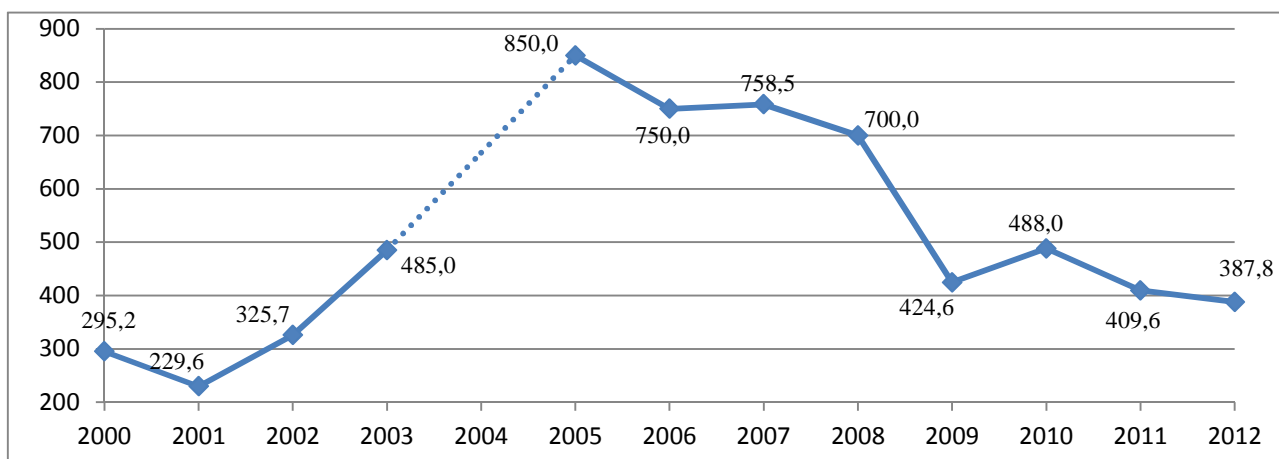
I.1. SITUATION GENERALE DE L'AIDE RECUE PAR MADAGASCAR

Dans les deux dernières publications du RCD, une description globale de la tendance de l'aide était faite depuis l'an 2000, année à partir de laquelle des données ont pu être reconstituées. Pour observer une continuité dans les analyses, le présent RCD donne d'abord un aperçu de l'évolution de l'aide des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) habituels (bilatéraux et multilatéraux) puis de celle provenant des coopérations décentralisées et d'ONG internationales.

I.1.1. Evolution de l'aide des PTF habituels

Le RCD précédent (2011), portant sur la « *Situation générale de l'aide extérieure dans le contexte de la crise politique* », indiquait une baisse du volume global de l'aide de l'ordre de 40% en 2009, suite au changement de régime survenu dans le pays. Si un rebond était enregistré en 2010, force est de constater qu'en 2011 et 2012, la tendance est de nouveau à la baisse : respectivement de -16,1% et -5,3%. En effet, les décaissements effectifs en 2012 étaient seulement de 387,8 millions USD, soit à peine plus de la moitié de son niveau de 2007 estimé à 758,5 millions USD.

Graphique 1. Evolution de l'APD des partenaires institutionnels reçue depuis 2000 (millions USD)



Sources : AMP-Madagascar à partir de 2009. Pour les autres années, voir RCD 2009-2010.

Note : Les chiffres antérieurs à 2012 présentés dans la présente version du RCD sont quelques peu différents de ceux publiés dans les versions antérieures à cause des ajustements et modifications *a posteriori*, suite aux apurements des données opérés par les PTF eux-mêmes.

C'est le cas par exemple de la Chine qui a révisé l'ensemble de son portefeuille pour 2009 – 2012, et de la Norvège qui en a fait de même pour le NORAD (Agence Norvégienne du Développement International).

Au niveau mondial, la baisse du volume de l'aide au développement pour Madagascar aggrave davantage la situation relative du pays dans le classement établi par l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE)¹. En effet, Madagascar se trouve ainsi dans le groupe des pays classés comme « *orphelins de l'aide* », aux côtés du Bangladesh et du Malawi, quel que soit le critère considéré, en particulier quand il s'agit du montant de l'aide par habitant. En effet, l'aide par habitant à Madagascar est estimée à environ 20 USD/hab. en 2011, contre une moyenne de près de 54 USD/hab. pour l'Afrique. Bien que moins prononcée, cette situation existait déjà avant la crise actuelle.

¹ Cf. : www.oecd.org/dac/aid-architecture/Identification_and_Monitoring_of_Potentially_Under-Aided_Countries.pdf

Par ailleurs, à Madagascar où l'atteinte des OMD reste improbable (aucun ne sera atteint en 2015) et où les ressources nationales restent encore limitées, la baisse du volume de l'aide est alarmante. En effet, le pays ne peut pas encore se passer du soutien international, ne serait-ce que pour maintenir la stabilité sociale, surtout après presque 5 années de crise politique.

I.1.2. Analyse de l'APD selon le type de financement

Une analyse de l'évolution de chaque type de financement montre que la baisse de l'aide totale enregistrée entre 2011 et 2012 s'explique en grande partie par une diminution importante des subventions provenant des partenaires bilatéraux habituels (-16,4%). Ce recul n'a malheureusement pas pu être compensé par des décaissements sur les emprunts contractés auprès des PTF multilatéraux² habituels qui n'ont connu qu'une augmentation de 6,5% pendant la même période.

Tableau 1 : Evolution de l'aide des PTF habituels selon le type de financements

<i>Type de financement</i>	<i>Décaissements effectifs (milliers USD)</i>				<i>Variation (%) 2012-2011</i>
	<i>2009</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>	<i>2012</i>	
Subventions	302 757	350 670	309 175	278 841	-9,8
Bilatéraux	151 017	155 479	149 603	125 032	-16,4
Multilatéraux	151 740	195 191	159 572	153 809	-3,6
Emprunts	121 797	137 414	100 412	108 945	8,5
Bilatéraux	44 692	10 975	4 270	6 550	53,4
Multilatéraux	77 105	126 439	96 142	102 395	6,5
TOTAL	424 554	488 084	409 587	387 786	-5,3

Source : AMP-Madagascar

Deux hypothèses principales pourraient expliquer les chiffres ci-dessus ; à savoir : les ressources limitées des pays donateurs et la position de ces partenaires bilatéraux par rapport au contexte politique.

D'une part, suite à la crise financière mondiale, la plupart des pays membres de l'OCDE connaissent une crise de leurs dettes publiques qui les obligent à réduire leurs dépenses, y compris celles destinées à l'aide au développement. Madagascar, à l'instar des autres pays d'Afrique, subit les conséquences de ces restrictions budgétaires. D'autre part, la stabilité des contributions des partenaires multilatéraux pourrait s'expliquer par la neutralité des agences onusiennes qui dans une large mesure ont maintenu leur niveau d'intervention. Par ailleurs, le Gouvernement continuant de rembourser ses échéances d'emprunt, les institutions prêteuses sont, malgré quelques réserves, plutôt disposées à offrir de nouvelles lignes de crédit. Enfin, en raison du contexte politique, certains partenaires bilatéraux, comme la Norvège, utilisent les agences onusiennes – au niveau de leurs sièges respectifs – pour canaliser leur aide.

I.1.3. Contribution des autres types de partenaires

Dans l'esprit du *Partenariat de Busan*, qui élargit les parties prenantes au processus d'appui³ au développement, AMP-Madagascar intègre dorénavant les données de l'ensemble des coopérations

² La Banque Mondiale, la BAD et le FIDA totalisent à eux trois plus de 80% du total des emprunts : environ 91,8 millions USD.

³ La notion d'aide au développement se concentrait sur les relations Nord-Sud mais désormais avec l'adoption du concept de l'efficacité de la coopération au développement, les interventions et échanges avec les pays émergents et les autres acteurs non traditionnels sont enfin pris en compte.

décentralisées – essentiellement françaises⁴ – et les principales ONG internationales, selon le processus présenté dans l’encadré 1 ci-après. Bien que le RCD se concentre essentiellement sur les partenaires habituels, les données de ces autres acteurs viennent compléter le tableau de bord sur l’aide et l’aperçu des réalisations des projets⁵ (cf. Partie II).

Tableau 2 : Evolution de l'aide des Partenaires au développement selon le type de donateurs

Type de donateurs ⁶	Décaissements effectifs (milliers USD)					Part relative pour 2012 (%)
	2009	2010	2011	2012	Cumul	
PTF habituels	424 554	488 084	409 588	387 786	1 709 892	92,6
Coopérations décentralisées	5 177	6 168	7 788	8 816	27 949	2,1
ONG internationales	11 296	21 953	22 226	22 341	77 816	5,3
TOTAL	441 028	516 204	439 602	418 943	1 815 657	100

Source : AMP-Madagascar

Les chiffres du tableau ci-dessus montrent que l’apport des partenaires non habituels ne représente, en moyenne, que 5,8% du montant total de l’aide pendant la période 2009 – 2012. Toutefois, leurs contributions ont doublé sur cette même période : passant de 16 à 31 millions USD (soit 7,4% du total en 2012). De plus, ces flux financiers conséquents ont été fournis sous forme de dons non remboursables, couvrant presque tous les secteurs prioritaires et toutes les Régions de Madagascar.

Encadré 1. Processus d’intégration, dans la base AMP-Madagascar, des données sur l’aide fournies par les partenaires non habituels (Coopérations décentralisées et ONG Internationales)

La base AMP-Madagascar a été progressivement mise en place à partir de 2008. En 2011, le STPCA ayant considéré acquise l’appropriation de la base par les PTF habituels (bilatéraux et multilatéraux), a commencé à intégrer les données des coopérations décentralisées et des principales ONG internationales (ONGI).

Cet exercice rentre notamment dans le cadre de la mise en œuvre des nouveaux principes du *Partenariat de Busan*, en référence à son paragraphe 10 : « [...] pour consolider et optimiser les résultats obtenus au regard du développement [...] nous prendrons des initiatives en vue de faciliter [...] l’impact des diverses sources de financement [...] »

Coopérations décentralisées :

Ces coopérations étant toutes françaises, la collecte des données a été facilitée par l’Ambassade de France. En effet, celle-ci détient l’ensemble des données et a bien voulu les fournir pour les besoins de AMP-Madagascar.

ONGI :

Un consultant a été recruté, avec l’appui du PNUD, pour faire la collecte des données directement auprès des ONGI et capitaliser les informations des bases de données et résultats d’enquêtes déjà existantes auprès de l’INSTAT et de la Banque Centrale. Cette étape a été confortée par l’intégration du STPCA au réseau de la Plateforme des ONGI, la « PINGOS », qui a servi d’espace de sensibilisation et de validation des données collectées. Cela a été surtout utile pour la gestion des doublons pouvant provenir des informations déjà enregistrées par les PTF, concernant des flux localement destinés aux ONGI.

Bien que non exhaustive, AMP-Madagascar contient déjà la majeure partie de l’aide des ONGI à Madagascar et elle s’enrichira encore au fil du temps.

NB : - Des ateliers avec les acteurs concernés ont été organisés pour finaliser la saisie des données et pour les valider.

- Ces données sont donc accessibles en ligne, au public, à l’adresse : www.amp-madagascar.gov.mg
- L’intégration de ces données dans AMP-Madagascar n’est qu’une étape. Dans le respect des principes du *Partenariat de Busan*, ces acteurs seront ensuite associés aux différents niveaux du mécanisme de coordination de la coopération au développement (politique, technique et régional).

⁴ Il existe une coopération malgacho-norvégienne entre la Commune d’Antsirabe et celle de Stavanger. Pour les coopérations décentralisées françaises, se reporter à l’adresse suivante : www.ambafrance-mada.org

⁵ Dans le RCD, le terme « projet » correspond aux projets mais aussi aux programmes, et ceux-ci sont parfois désignés sous le terme « interventions ».

⁶ A Madagascar, les Partenaires au développement englobent les PTF, les coopérations décentralisées et les ONG internationales.

Il faut toutefois noter que les interventions des coopérations décentralisées, autonomes par définition, ne passent souvent pas par le système national de gestion des finances publiques et ne s'alignent pas forcément sur les priorités établies par les autorités au niveau national, mais s'alignent a priori sur les priorités des régions avec lesquelles elles sont en partenariat.

Enfin, en tenant compte des contributions de ces acteurs, le nouveau tableau de bord élargi de l'aide affiche un total qui s'élève à 418,9 millions USD en 2012, pour une moyenne annuelle de 453,9 millions par an sur la période 2009 – 2012. Le volume total de l'aide a certes augmenté mais la tendance globale reste inchangée : baisse continue depuis le rebond de 2010.

I.2. BUDGET NATIONAL ET SYSTEMES NATIONAUX DE GESTION

En 2007 et 2008, c'est-à-dire avant la crise, l'aide extérieure⁷ contribuait en moyenne à hauteur de 33,5% des ressources du budget de l'Etat. En 2009, la part de l'aide a baissé jusqu'à 16,3% des ressources de l'Etat, et malgré la signature de la Feuille de route et la constitution d'un Gouvernement d'union nationale, cette proportion a encore perdu un point pour finir à environ 15,3% des ressources totales en 2012.

Le tableau ci-après présente le nombre et le volume financier des projets soutenus par les PTF et inscrits dans la *Loi de Finances 2012*, au moment de la phase de programmation, c'est-à-dire en amont du cycle budgétaire. Ce tableau est établi sur la base de la correspondance entre les projets enregistrés dans AMP avec ceux du PIP (Programme d'Investissement Public) du budget national.

Tableau 3 : Proportion de projets inscrits dans la Loi de Finances 2012 (PTF habituels seulement)⁸

<i>Inscription dans le budget</i>	<i>Nombre de projets</i>	<i>Décaissements effectifs</i>	
		<i>Montant en milliers USD</i>	<i>Part sur le total (%)</i>
Non inscrit	520	171 259	44,2
Inscrit	95	216 527	55,8
TOTAL	615	387 786	100

Source : AMP-Madagascar

Ainsi 95 projets sur les 615 financés par les PTF habituels qui sont recensés dans la base AMP-Madagascar (soit 15,4%), y sont identifiés comme étant inscrits dans le budget de l'Etat en 2012 (essentiellement dans PIP) et soumis à l'approbation de l'organe législatif au moment du vote de la *Loi de Finances*. En termes de volume financier, cela correspond à un montant effectivement décaissé de 216,5 millions USD (55,8%) pendant la même période.

Les projets qui ne sont pas inscrits dans la *Loi de Finances* devraient être uniquement ceux dont les conventions n'impliquent aucune contrepartie financière de l'Etat pour leur gestion ou exécution. Pour ces projets, il n'y a donc aucun coût imputé sur le budget de l'Etat. Cependant, le nombre important de projets non-inscrits laisse à penser que certains partenaires régissent leurs projets en contournant les procédures et systèmes nationaux, et en ayant recours à des agences d'exécution parallèle. Ce mécanisme de contournement prend logiquement de l'ampleur durant cette période de transition politique. Il faut par ailleurs souligner que pendant cette crise sociopolitique, les

⁷ Subventions et emprunts inscrits au budget de l'Etat et effectivement décaissés.

⁸ Ce tableau ne concerne que les PTF habituels bilatéraux et multilatéraux, étant donné que l'aide des ONGI ainsi que celle des coopérations décentralisées ne sont pas directement concernées par l'inscription dans le budget.

ressources propres internes étant insuffisantes, l'Etat est devenu très rigoureux quant aux conditions préalables d'inscription des projets dans le budget.

Après la crise, il faudra que la partie nationale et les PTF fournissent les efforts nécessaires afin de respecter les principes de l'efficacité de la coopération au développement ; en particulier celui de l'alignement. Au niveau international, "*l'approche programme*" est spécifiquement préconisée pour faciliter l'alignement des interventions sur les priorités nationales de développement. Par ailleurs, l'alignement sur les procédures nationales, à travers l'utilisation des systèmes nationaux dans la gestion de l'aide – tant ceux de la gestion des finances publiques que ceux pour le suivi et évaluation (SNISE) – aura divers avantages. Les plus importants sont une réduction des coûts de transaction, une meilleure appropriation par la partie nationale, et un moyen pour faciliter la transparence et la redevabilité. En effet, l'Etat (avec l'appui des PTF) se doit de rendre des comptes à sa population sur l'utilisation des fonds (ressources propres ou aide extérieure).

I.3. ENVERGURE REGIONALE DES INTERVENTIONS DES PROJETS

Depuis la mise en place de la base en 2008, la disponibilité des données désagrégées au niveau régional pose un problème d'exhaustivité et de précision des informations fournies. Pour les projets déclarant intervenir dans plusieurs régions, la difficulté de répartition des flux entre celles-ci est encore plus problématique. Une tentative d'estimer l'aide directement orientée vers chacune des régions a toutefois été réalisée (cf. annexe) mais cette désagrégation des données n'est cependant pas encore exhaustive, ni très précise.

Aussi, comme dans les éditions antérieures du RCD, le tableau ci-après a pour objectifs : (i) de mesurer la progression des décaissements effectués directement pour les régions et (ii) d'attirer l'attention sur la nécessité d'améliorer collectivement la désagrégation régionale des données.

Tableau 4 : Répartition des décaissements des PTF habituels entre le niveau national et régional (2011-2012)

<i>Niveau d'intervention</i>	<i>2011</i>		<i>2012</i>		<i>Variation annuelle (%)</i>
	<i>Milliers USD</i>	<i>Part (%)</i>	<i>Milliers USD</i>	<i>Part (%)</i>	
National	228 420	55,8	219 005	56,5	-4,1
Régional	181 167	44,2	168 781	43,5	6,8
<i>TOTAL</i>	<i>409 587</i>	<i>100</i>	<i>387 786</i>	<i>100</i>	<i>-5,3</i>

Source : AMP-Madagascar

Le tableau ci-dessus indique qu'un peu plus de la moitié des décaissements en 2012 sont effectués au niveau national mais une partie de ceux-ci est encore dépensée pour les régions.

Les chiffres montrent que la part des décaissements directement affectés aux régions a légèrement diminué ; se situant en 2012 à 43,5% du total. Ce montant est passé de 181,2 à 168,8 millions USD entre 2011 et 2012 ; soit une baisse de 6,8%. Cela est en partie dû au fait que les emprunts, qui ont un niveau élevé de décaissements et dont le volume était important en 2012, notamment avec la reprise du projet financé par la Banque Mondiale sur la gouvernance, sont d'envergure nationale.

Les aides des coopérations décentralisées et des ONGI sont toutes deux presque exclusivement d'envergure régionale. En les ajoutant à l'aide directement dirigée vers les régions, le montant des décaissements en 2011 comme en 2012 augmente, mais cela reste insuffisant pour inverser la tendance ; la proportion de l'aide au niveau régional ne dépassant toujours pas les 50%.

I.4. PROFIL DE L'AIDE PAR DONATEUR

Comme indiqué précédemment, AMP-Madagascar intègre désormais les données des coopérations décentralisées et d'ONGI. Le tableau de bord de l'aide par donateur s'élargit donc dorénavant à ces deux groupes d'acteurs. La base AMP comptabilise 801 projets (dont 460 actifs en 2012)⁹ :

- 267 projets pour les coopérations bilatérales (dont 127 actifs en 2012),
- 353 projets pour les coopérations multilatérales (dont 199 actifs en 2012),
- 123 pour les coopérations décentralisées (dont 89 actifs en 2012), et
- 63 pour les ONGI (dont 48 actifs en 2012).

L'ensemble de ces projets totalise un décaissement effectif de 454 millions USD en moyenne par an sur la période 2009 - 2012. En 2012, le montant total des décaissements s'élevait à 418,9 millions USD, dont 33,5% provenant des coopérations bilatérales (y compris les coopérations décentralisées françaises), environ 61,2% fournies par les coopérations multilatérales, et 5,3% par les ONGI.

Tableau 5 : Répartition de l'aide depuis 2009 par donateur : décaissements effectifs (milliers USD)

<i>Partenaires Techniques et Financiers</i>	<i>2009</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>	<i>2012</i>	<i>Cumul</i>
Agences Bilatérales (267)	200 887	172 622	161 661	140 398	675 568
France (211)	65 787	56 056	60 645	48 661	231 149
<i>France : AFD, SCAC et FFEM (88)</i>	<i>60 610</i>	<i>49 888</i>	<i>52 857</i>	<i>39 845</i>	<i>203 200</i>
<i>Coopérations Décentralisées (123)</i>	<i>5 177</i>	<i>6 168</i>	<i>7 788</i>	<i>8 816</i>	<i>27 949</i>
États-Unis (4)	34 650	69 526	57 106	49 466	210 749
Norvège et NORAD (107)	13 213	12 680	13 691	13 356	52 941
Japon (21)	18 176	8 722	8 122	9 403	44 423
Allemagne (19)	12 152	8 315	13 407	8 035	41 909
Chine (14)	27 283	5 098	3 135	4 843	40 359
Inde (1)	24 360	-	-	-	24 360
Koweït (2)	1 301	9 547	2 067	3 711	16 625
Suisse (10)	3 453	2 518	3 009	2 584	11 565
Corée du Sud (1)	510	161	480	339	1 490
Agences Multilatérales (353)	228 845	321 629	255 714	256 204	1 062 392
Nations Unies (144)	70 651	92 079	95 987	84 421	343 138
Banque Mondiale (25)	35 250	96 080	51 911	67 906	251 147
Union Européenne (126)	55 619	36 413	33 291	30 643	155 966
Fonds Mondial : GFATM (19)	17 076	61 637	23 501	28 205	130 418
BAD (18)	35 558	17 727	24 738	12 115	90 139
GAVI (7)	5 350	9 376	10 574	17 908	43 208
OPEP (11)	5 069	7 399	14 092	8 106	34 665
BADEA (9)	4 271	918	1 621	6 900	13 711
Organisations Non Gouvernementales (63)	11 296	21 953	22 226	22 341	77 816
ONG Internationales (53)	9 851	19 321	18 991	18 954	67 118
Fondations (10)	1 445	2 631	3 234	3 387	10 698
TOTAL (801)	441 028	516 204	439 602	418 943	1 815 776

Source : AMP-Madagascar

Du fait de la crise politique, de nombreux partenaires ont vu leur portefeuille se réduire car ils n'avaient pas ou peu la possibilité d'initier de nouveaux projets. Ce qui a entraîné la réduction des montants décaissés en général. Cependant, afin de tenir compte de la situation difficile que traverse le pays, quelques PTF ont pu relancer ou démarrer des projets en 2012.

⁹ La somme du nombre de projets par type de donateurs ou par agence donatrice ne donne pas forcément le total global, à cause des projets cofinancés.

Partenaires bilatéraux :

Trié par ordre croissant du cumul 2009 - 2012, le tableau indique que sur les 3 dernières années, plus de 70% des décaissements de l'aide bilatérale proviennent des Etats-Unis et de la France, avec respectivement 49,5 millions USD (37,6%) et 48,6 millions USD (37,0%) en 2012. Toutefois, leurs contributions absolues ont toutes deux connu un repli entre 2011 et 2012 ; avec -13,4% pour les Etats-Unis et -19,8% pour la France. La contribution allemande a diminué de plus de 40% sur cette même période, pour atteindre un peu plus de 8 millions USD, et celle de la Norvège a baissé de 2,4%, pour se situer à 13,4 millions USD.

En revanche, les décaissements du Japon ont augmenté de près de 16% en 2012, atteignant environ 9,4 millions USD, soit un peu plus de la moitié de leur aide de 2009. Quant à la Suisse, son aide est restée assez stable sur ces trois dernières années (entre 2,5 et 3 millions USD).

La contribution de la Chine sur les trois dernières années s'élève en moyenne à un peu plus de 4,3 millions USD/an. Avec le prêt alloué en 2009 pour la construction de l'infrastructure hôtelière prévue pour le Sommet de l'Union Africaine, la coopération Sud-Sud entre la Chine et Madagascar atteint un montant cumulé d'un peu plus de 40 millions USD sur la période 2009 - 2012.

NOTE : Les coopérations décentralisées étant toutes françaises, ces acteurs rejoignent le Groupe France, qui comprend déjà l'AFD, le FFEM, le SCAC et les instituts de recherche français. Le montant total de la contribution de la France s'élève alors à 48,6 millions USD en 2012. En considérant le cumul des décaissements depuis 2009, évalué à 231 millions USD, la France est ainsi le principal partenaire financier bilatéral de Madagascar.

Les données sur l'aide de la France seront désormais regroupées sous cette forme dans la base AMP-Madagascar et dans les futurs rapports.

Partenaires multilatéraux :

Plus de 82% des décaissements de l'aide multilatérale en 2012 provient du Système des Nations Unies (SNU), de la Banque Mondiale, de l'Union Européenne (UE) et du Fonds Mondial (GFATM), avec respectivement 84,4 millions USD (33,0%), 67,9 millions USD (26,5%), 30,6 millions USD (12,0%) et 28,2 millions USD (11,0%).

En 2012, les tendances de décaissement ont été très contrastées, avec de fortes baisses ou de fortes hausses, en fonction des PTF. La baisse la plus importante du volume d'aide est observée au niveau de la Banque Africaine de Développement (BAD), avec -49% ; portant sa contribution à 12,1 millions USD. L'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) a également connu une forte réduction de son aide, -42,5%, pour se situer à 8,1 millions USD (il faut noter toutefois que le volume d'aide de l'OPEP avait presque doublé entre 2010 et 2011). De même, l'aide du SNU s'est contractée de 11,5% et celle de l'UE a été réduite de 8%.

Global Alliance for Vaccines and Immunization (GAVI) a encore augmenté sa contribution, de près de 70% en 2012, pour atteindre 17,9 millions USD. La Banque Mondiale et le Fonds Mondial ont accru respectivement les montants de leurs décaissements de plus de 30% et 20%. Enfin, il convient de noter que la Banque Arabe pour le Développement en Afrique (BADEA) a plus que triplé le montant de sa contribution, pour atteindre 6,9 millions USD.

Coopérations décentralisées :

Parallèlement aux activités menées par les PTF habituels, une autre catégorie d'acteurs émerge et prend de plus en plus de place dans la fourniture d'aide en faveur des pays en développement : les coopérations décentralisées. A Madagascar, les coopérations décentralisées se font entre différents niveaux de collectivités territoriales françaises et malgaches.

Ainsi, entre 2009 et 2012, les 34 collectivités territoriales françaises (9 départements, 10 régions, 10 communes, 4 inter-communautés et 1 syndicat des eaux) qui interviennent à Madagascar ont cumulé un décaissement effectif de 27,9 millions USD. Même si les contributions annuelles des coopérations décentralisées restent modestes comparativement à celles des PTF, elles sont globalement en constante augmentation et représentent des montants souvent très significatifs au niveau des collectivités malgaches partenaires.

En 2012, la Région Ile-de-France, qui détient la plus importante coopération décentralisée d'un point de vue financier, a soutenu la Commune Urbaine d'Antananarivo avec plus de 1,8 million USD. La Région Picardie et la Région Nord-Pas-de-Calais ont décaissé chacune environ 1 million USD pour appuyer respectivement la Région Diana et la Région Analanjirofo. Du côté des départements, la Réunion a décaissé environ 500 000 USD pour sa coopération avec des ministères (Culture, Agriculture, et Education) et l'Ille-et-Vilaine a investi environ 400 000 USD auprès de la Région Alaotra-Mangoro. Concernant les communes et leurs groupements, une des coopérations décentralisées les plus dynamiques reste celle entre la Communauté urbaine de Lyon (Grand-Lyon) et la Région Haute-Matsiatra pour laquelle l'aide s'élevait à plus de 230 000 USD.

ONG internationales :

Avec la crise sociopolitique, les ONGI ont vu leurs financements provenant des PTF augmenter car ces derniers ont eu davantage recours à elles en tant qu'opérateurs pour réaliser leurs interventions. Cependant, les données de AMP-Madagascar qui sont utilisées dans le RCD ne prennent pas en compte les flux financiers versés sur place à Madagascar par les PTF pour qu'ils ne soient pas comptabilisés deux fois (doublons). Malgré cela, 7 ONGI ont décaissé individuellement plus d'un million de dollars en 2012 : Catholic Relief Services (CRS) : 8,6 millions USD ; Adventist Development and Relief Agency (ADRA) : 2,4 millions USD ; Habitat for Humanity Madagascar : 1,7 million USD ; Médecins Sans Frontières (MSF) : 1,6 million USD ; Association Fédération Handicap International (HI) : 1,5 million USD ; MEDAIR : 1 million USD ; et Fondation Agakhan : 1 million USD.

Parmi ces 7 organisations, 3 ont tout de même eu des décaissements ayant plus ou moins fortement diminué : ADRA (-65,8%) ; Fondation Aga Khan (-23,1%) ; et MEDAIR (-17,4%). En revanche, 3 ONGI ont fortement augmenté leurs décaissements : Habitat for Humanity (triplement) ; CRS (multiplié par 2,5) ; et MSF (doublement). Quant à HI, ses décaissements sont restés stables.

Enfin, les décaissements de l'ACBF (African Capacity Building Foundation) au profit d'un projet opérant dans le domaine de la recherche et de l'appui à l'analyse économique à Madagascar (CREAM) sont aussi comptabilisés dans l'apport de ce type d'acteurs de développement. Ces apports s'élèvent à un peu plus 400 000 USD par an depuis 2011 et contribuent significativement à nourrir les réflexions économiques sur le développement du pays.

I.5. PROFIL DE L'AIDE PAR SECTEUR EN 2012

Ce chapitre porte sur l'analyse sectorielle, en faisant un focus à la fois sur les PTF habituels (même si les coopérations décentralisées et les ONGI seront évoquées) et sur les secteurs prioritaires dont le cumul des décaissements pour la période 2011 – 2012 dépasse les 10% du total de l'aide. Il s'agit des secteurs de la santé (34,3%), des infrastructures (14,4%), du développement rural (12,8%), et de l'éducation (10,9%). Le tableau ci-après montre que 70,9% de l'aide est destiné à ces quatre secteurs en 2012 : proportion qui était de l'ordre de 75% pour les 2 années précédentes.

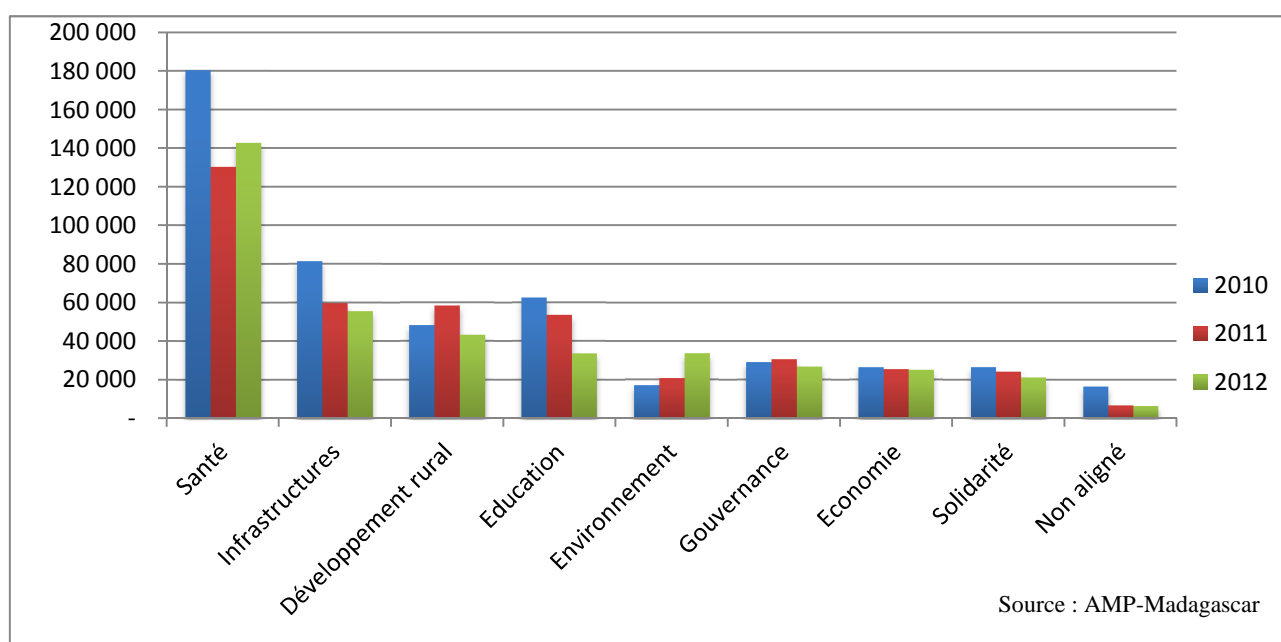
Tableau 6 : Structure et évolution sectorielle de l'aide des partenaires multilatéraux et bilatéraux

Secteur prioritaire	Décaissements en 2011		Décaissements en 2012		Variation (%) 2011-2012
	Milliers USD	Part (%)	Milliers USD	Part (%)	
Santé (94)	130 439	31,8	142 841	36,8	9,5
Infrastructures (65)	59 750	14,6	55 507	14,3	-7,1
Développement rural (100)	58 409	14,3	43 317	11,2	-25,8
Education (68)	53 642	13,1	33 637	8,7	-37,3
Environnement (65)	20 729	5,1	33 413	8,6	61,2
Gouvernance (79)	30 432	7,4	26 610	6,9	-12,6
Economie (64)	25 369	6,2	25 006	6,4	-1,4
Solidarité (76)	24 198	5,9	21 154	5,5	-12,6
Non aligné (44)	6 620	1,6	6 300	1,6	-4,8
TOTAL (615)	409 588	100	387 786	100	-5,3

Source : AMP-Madagascar

En 2012, les décaissements de l'aide ont diminué dans 6 des 8 secteurs prioritaires, avec des baisses très significatives pour l'éducation (-37,3%) et le développement rural (-25,8%). Les flux financiers en hausse concernent la santé (+9,5%) et surtout l'environnement (+61,2%).

Graphique 2 : Evolution de la répartition sectorielle de l'aide depuis 2010 : Décaissements en milliers USD



Source : AMP-Madagascar

Madagascar se trouve actuellement dans la catégorie des pays ayant un *indice de développement humain* faible (IDH = 0,483), et se situe au 151^{ème} rang sur 187 pays (cf. RNDH-2012). La situation résulte notamment de la non scolarisation de nombreux enfants et de la baisse extrême du pouvoir

d'achat des populations. Dans ce contexte, les PTF soutiennent activement les secteurs sociaux mais les flux d'aide alloués ne passent pas par le système national de gestion, ce qui fragilise davantage l'Etat. Si l'on considère les indicateurs, cela soulève la question de savoir si le « *filet de sécurité* » aurait été plus efficace en passant par l'Administration.

I.5.1. Secteur Santé

Entre 2011 et 2012, les financements extérieurs consacrés à la santé ont augmenté d'un peu moins de 9,5%, passant de 137,1 millions USD à 150,3 millions USD, en tenant compte des contributions des autres acteurs (ONGI et coopérations décentralisées). La proportion de l'aide qui lui est allouée, est ainsi passée d'un peu moins d'un tiers à 35,8%, confortant sa place de secteur le plus soutenu financièrement par les PTF.

Tableau 7 : Principaux PTF opérant dans le secteur santé : décaissements effectifs

<i> Groupe donateur</i>	<i> 2011</i>		<i> 2012</i>	
	<i> Milliers USD</i>	<i> Part (%)</i>	<i> Milliers USD</i>	<i> Part (%)</i>
États-Unis (1)	55 811	40,7	49 466	32,9
GFATM (19)	23 501	17,1	28 205	18,8
Nations Unies (27)	19 935	14,5	23 819	15,9
GAVI (7)	10 574	7,7	17 908	11,9
Union Européenne (12)	352	0,3	6 922	4,6
France (20)	8 158	5,9	6 798	4,5
<i> dont Coopérations Décentralisées (14)</i>	<i> 442</i>	<i> 0,3</i>	<i> 444</i>	<i> 0,3</i>
Banque Mondiale (5)	9 422	6,9	4 953	3,3
Autres (BAD, Japon, OPEP, Allemagne...)	3 129	2,3	5 215	3,5
<i> ONGI (11)</i>	<i> 6 226</i>	<i> 4,5</i>	<i> 6 987</i>	<i> 4,6</i>
<i> TOTAL</i>	<i> 137 108</i>	<i> 100</i>	<i> 150 273</i>	<i> 100</i>

Source : AMP-Madagascar

Bien que l'aide des Etats-Unis ait diminué de 11,4%, ils restent le premier contributeur de ce secteur avec un apport d'environ 50 millions USD. En effet, leurs contributions totalisaient 40,7% du total des financements extérieurs reçus par le secteur en 2011 et 32,9% en 2012.

Le Fonds Mondial (GFATM), les Nations Unies et le GAVI cumulent ensemble 46,5% de l'aide dans ce secteur. Les décaissements de GAVI, entre 2011 et 2012, ont augmenté de près de 70%, atteignant 17,9 millions USD, car, en plus de l'introduction du nouveau vaccin PCV10, GAVI a ciblé également le renforcement du système de santé. Sur la même période, la contribution du Fonds Mondial a cru de 20% et celle des Nations Unies de 16,7%, pour atteindre respectivement 28,2 millions USD et 23,8 millions USD. Concernant les Nations Unies, il est assez logique de constater que la moitié de la somme allouée est fournie par l'UNICEF (Santé des enfants) et 30% par le UNFPA (Santé de la reproduction).

De même, les décaissements de la France et de la Banque Mondiale se sont réduits de façon conséquente, avec respectivement -16,7% et -47,4%, tout en restant à des montants élevés : 6,8 millions USD (y compris les coopérations décentralisées françaises) et environ 5 millions USD.

Si en 2011, les contributions financières de l'Union Européenne et de la BAD étaient assez marginales dans le secteur de la santé, elles sont devenues significatives en 2012 avec respectivement 6,9 millions USD et 1,6 million USD. Pour l'UE, cela s'explique par le lancement

du PASSOBA¹⁰, axé sur le renforcement institutionnel au niveau décentralisé. Pour la BAD, cela s'explique par la reprise des décaissements du projet d'appui à la lutte contre les maladies transmissibles, après quasiment une année de suspension.

La contribution financière des coopérations décentralisées est restée stable entre 2011 et 2012 et à un niveau faible – comparativement aux PTF –, à environ 550 000 USD. Près de deux tiers de cette somme provenaient en 2012 des Régions Ile-de-France et Nord Pas-de-Calais.

Concernant les ONGI, les décaissements ont progressé d'environ un tiers sur la même période, pour atteindre 9,5 millions USD. CRS, MSF et ADRA cumulaient à eux seuls près de 87% du total de 2012, avec respectivement 5,5 millions USD, 1,6 million USD, et 1,2 million USD.

I.5.2. Secteur Education

A Madagascar, la crise sociopolitique a affecté d'une manière significative l'accès, l'équité et la rétention au niveau scolaire. L'éducation dépend énormément des ressources externes pour financer les activités clés, comme les constructions et l'équipement des salles de classe, le fonctionnement des écoles, et d'autres initiatives. La crise financière internationale et la situation sociopolitique du pays ont conduit à une réduction importante des aides, surtout celles transitant par l'Etat. Les décaissements dans ce secteur ont ainsi diminué de près de 40% entre 2011 et 2012.

Cette réduction a eu de fortes conséquences sur l'ensemble du secteur. Les résultats obtenus dans le cadre de la mise en œuvre du programme gouvernemental *Education Pour Tous* (EPT) sont en train d'être perdus et ses objectifs risquent de ne pas être atteints. En effet, les financements extérieurs consacrés à l'éducation sont passés de plus de 57,5 millions USD en 2011 à 35,4 millions USD en 2012. La proportion de l'aide allouée à ce secteur est ainsi passée de 13,1% à 8,4%.

Tableau 8 : Partenaires au développement opérant dans le secteur éducation : Décaissements effectifs

<i>Groupe donateur</i>	<i>2011</i>		<i>2012</i>	
	<i>Milliers USD</i>	<i>Part (%)</i>	<i>Milliers USD</i>	<i>Part (%)</i>
Nations Unies (18)	32 578	56,6	12 998	36,7
Norvège (24)	8 713	15,1	8 576	24,2
France (20)	8 033	14,0	4 632	13,1
<i>dont Coopérations Décentralisées (14)</i>	<i>551</i>	<i>1,0</i>	<i>1 031</i>	<i>2,9</i>
BADEA (4)	580	1,0	4 049	11,4
Banque Mondiale (3)	874	1,5	2 399	6,8
OPEP (2)	1 754	3,0	1 318	3,7
Autres (UE, Etats-Unis...)	1 660	2,9	697	2,0
<i>ONG Internationale (9)</i>	<i>3 369</i>	<i>5,9</i>	<i>725</i>	<i>2,0</i>
<i>TOTAL</i>	<i>57 561</i>	<i>100</i>	<i>35 394</i>	<i>100</i>

Source : AMP-Madagascar

Les Nations Unies restent le principal contributeur de ce secteur avec près de 13 millions USD décaissés en 2012 malgré une diminution de plus de 60% de leur aide par rapport à 2011. La contribution de l'UNICEF, gestionnaire du GPE¹¹, s'est considérablement réduite (-70%), passant de 24,9 millions USD à 7,5 millions USD. L'aide de la France, comprenant les coopérations décentralisées, a été réduite de 42,3% entre 2011 et 2012 pour atteindre environ 4,6 millions USD. Celle de la Norvège est restée stable autour de 8,6 millions USD. Les décaissements de ces trois

¹⁰ Projet d'Appui aux Secteurs Sociaux de Base financé par l'UE et mis en œuvre par l'UNICEF.

¹¹ Le GPE (Partenariat Global pour l'Education) est le *basket fund* alimentant l'EPT.

PTF (Nations Unies, France et Norvège) représentaient en 2012 encore près des trois-quarts des ressources extérieures dédiées à l'éducation (leur part était de près de 85,7% en 2011).

A l'inverse, entre 2011 et 2012, les décaissements de l'Union Européenne ont plus que doublé et ceux de la Banque Mondiale ont presque triplé, affichant respectivement des contributions de près de 700 000 USD et 2,4 millions USD. L'augmentation la plus impressionnante est celle de la BADEA (multipliée par 7), avec une contribution atteignant plus de 4 millions USD en 2012.

Il est à noter que d'autres PTF – comme les Etats-Unis, la Chine ou le Japon – contribuent aussi dans ce secteur mais avec des décaissements relativement faibles.

Pour ce qui est des coopérations décentralisées, leur contribution a augmenté d'environ 87% entre 2011 et 2012, pour atteindre plus d'un million USD. Les deux coopérations les plus importantes, en 2012, étaient celle de la Région Nord Pas-de-Calais (44,5% du total) et celle de la commune de Saint Priez-en-Jarez (18,7% du total). L'ajout de ces contributions au groupe France fait de celle-ci le troisième partenaire qui aide le plus ce secteur après les Nations-Unies et la Norvège.

Concernant les ONGI, leurs décaissements ont fortement baissé (-78%), tombant à 725.000 USD en 2012. Aide et Action Internationale représentait à elle seule les trois-quarts de cette somme et Helvetas complétait quasiment le reste de la contribution des ONGI au secteur avec 22,4% du total.

I.5.3. Secteur Développement rural

Les aides consacrées au développement rural ont diminué de plus de 23,8%, passant de 66,3 millions USD à 50,5 millions USD entre 2011 et 2012. La part des contributions financières destinées à ce secteur a également diminué, tombant de 15,1% à 12,0%.

Tableau 9 : Principaux PTF opérant dans le secteur développement rural : Décaissements effectifs

<i>Groupe donateur</i>	<i>2011</i>		<i>2012</i>	
	<i>Milliers USD</i>	<i>Part (%)</i>	<i>Milliers USD</i>	<i>Part (%)</i>
Nations Unies (25)	11 712	17,7	13 509	26,8
Banque Mondiale (3)	15 715	23,7	9 337	18,5
France (38)	16 863	25,4	8 058	15,9
<i>dont Coopérations Décentralisées (16)</i>	<i>888</i>	<i>1,3</i>	<i>831</i>	<i>1,6</i>
Japon (6)	3 073	4,6	3 439	6,8
Union Européenne (19)	1 734	2,6	3 267	6,5
BAD (5)	5 250	7,9	1 874	3,7
Chine (4)	619	0,9	1 663	3,3
Suisse (6)	1 504	2,3	1 456	2,9
Autres (OPEP, Norvège...)	2 826	4,3	1 545	3,1
<i>ONGI (12)</i>	<i>6 984</i>	<i>10,5</i>	<i>6 350</i>	<i>12,6</i>
<i>TOTAL</i>	<i>66 281</i>	<i>100</i>	<i>50 498</i>	<i>100</i>

Source : AMP-Madagascar

Les Nations Unies, la Banque Mondiale et la France cumulent près de 61,2% des ressources extérieures allouées au développement rural. La contribution des Nations Unies a progressé d'un peu plus de 15%, entre 2011 et 2012, pour atteindre 13,5 millions USD. Sur cette somme, plus de 87% proviennent des décaissements effectués par le FIDA (Promotion de la production agricole) ; la FAO (Amélioration de la nutrition) et le PNUD (Augmentation des revenus ruraux) apportant le solde à parts égales. Les financements de la Banque Mondiale, de la France ainsi que de la BAD ont

été significativement réduits sur la même période, avec respectivement -40,6%, -52,2% et -64,3%, tout en restant à des niveaux élevés avec dans l'ordre : 9,3 millions USD, 8,1 millions USD (incluant les coopérations décentralisées) et 1,9 million USD.

Inversement, l'Union Européenne a pratiquement doublé son apport au secteur du développement rural ; atteignant ainsi un niveau comparable à celui de 2010, avec 3,3 millions USD en 2012. Le Japon, avec 3,4 millions USD, a poursuivi la reprise de ses financements alloués au secteur (+11,9%), sans toutefois parvenir au montant de 2009 (7,8 millions USD).

L'apport des coopérations décentralisées, comptabilisé dans la contribution de la France, est resté à peu près stable, avec environ 830 000 USD en 2012. Un peu plus de la moitié du total provenait de la Région Aquitaine (31,7%) et de la Région Rhône-Alpes (20,3%).

Du côté des ONGI, les financements alloués au développement rural ont diminué de 16% entre 2011 et 2012, mais sont restés à un montant global relativement élevé ; passant de 7 millions USD à 5,8 millions USD. Plus de 88% de cette somme provenaient de trois entités : CRS (environ 3 millions USD), ADRA (1,2 million USD) et Fondation Aga Khan (1 million USD).

I.5.4. Secteur Infrastructures – eau, hygiène et assainissement

L'aide financière des Partenaires au développement dédiée aux infrastructures a été relativement stable entre 2011 et 2012. Par ailleurs, il est aussi à noter que la part de cette contribution sur le montant total de l'aide au développement est aussi restée inchangée : aux environs de 14% pour un montant équivalent à 63,8 millions USD en 2011 et 62,5 millions USD en 2012.

Tableau 10 : Principaux PTF opérant dans le secteur des infrastructures : décaissements effectifs

<i>Groupe donateurs</i>	<i>2011</i>		<i>2012</i>	
	<i>Milliers USD</i>	<i>Part</i>	<i>Milliers USD</i>	<i>Part</i>
Banque Mondiale (6)	8 403	13,2	16 911	27,1
Union Européenne (26)	11 040	17,3	9 867	15,8
BAD (5)	17 146	26,9	8 651	13,8
France (24)	6 320	9,9	6 138	9,8
<i>dont Coopérations Décentralisées (16)</i>	<i>2 081</i>	<i>3,3</i>	<i>2 636</i>	<i>4,2</i>
OPEP (5)	9 603	15,0	4 959	7,9
Koweït (2)	2 067	3,2	3 711	5,9
BADEA (5)	1 041	1,6	2 852	4,6
Autres (SNU, Japon, Chine...)	6 212	9,7	5 055	8,1
<i>ONG Internationale (9)</i>	<i>2 013</i>	<i>3,2</i>	<i>4 340</i>	<i>6,9</i>
<i>TOTAL</i>	63 844	100	62 484	100

Source : AMP-Madagascar

La Banque Mondiale, l'Union Européenne et la BAD cumulent près de 56,7% des aides consacrées aux infrastructures, avec des contributions respectives de 16,9 millions USD, 9,9 millions USD et 8,6 millions USD. Si la Banque Mondiale a doublé ses décaissements entre 2011 et 2012, en revanche, ceux de l'UE ont diminué d'un peu plus de 10%, pendant que ceux de la BAD étaient pratiquement réduits de moitié. De même, la contribution de l'OPEP a quasiment diminué de moitié sur la même période, passant de 9,6 millions USD à 5 millions USD. A l'inverse, celle du Koweït a augmenté d'environ 80% pour atteindre 3,7 millions USD (il faut noter que ce pays concentre sa coopération uniquement dans le secteur des infrastructures).

Concernant les coopérations décentralisées, leur contribution a augmenté de plus de 29% entre 2011 et 2012, pour s'élever à 2,5 millions USD. Cet apport relève l'aide de la France dans ce secteur pour atteindre plus de 6 millions de USD soit environ 10% de l'aide totale dans le secteur. Les deux coopérations les plus importantes, en 2012, étaient celle de la Région Ile-de-France, avec plus de 1 million USD, et celle de la Région Picardie, avec 454 000 USD.

Les décaissements des ONGI ont fortement augmenté (+74%), pour atteindre 1,8 million USD en 2012. Cette année-là, MEDAIR avait une contribution de 1 million USD et Protos de 721 000 USD.

Eau, Hygiène et Assainissement :

Ce RCD accorde une attention particulière au sous-secteur Eau, Hygiène et Assainissement car il revêt une importance capitale et constitue une des cibles des OMD. Ce sous-secteur a toutefois vu les décaissements qui lui sont consacrés se réduire, passant d'un peu moins de 15 millions USD en 2011 à un peu plus de 13,5 millions USD en 2012. Toutefois, sa part relative dans le secteur Infrastructures, environ un quart, est restée à peu près stable.

Tableau 11 : Principaux PTF dans le sous-secteur eau, hygiène et assainissement : décaissement effectif

<i>Groupe donateur</i>	<i>2011</i>		<i>2012</i>	
	<i>Milliers USD</i>	<i>Part (%)</i>	<i>Milliers USD</i>	<i>Part (%)</i>
Banque Mondiale	2 858	15,6	4 966	26,7
BAD	4 106	22,4	3 365	18,1
Nations Unies (UNICEF)	3 482	19,0	1 901	10,2
UE	3 249	17,7	1 787	9,6
Japon (JICA)	1 270	6,9	536	2,9
France : <i>Coopérations décentralisées (14)</i>	1 366	7,4	1 712	9,2
<i>ONGI</i>	2 013	11,0	4 340	23,3
<i>TOTAL</i>	18 344	100	18 607	100

Source : AMP-Madagascar

Les contributions de la Banque Mondiale et de la BAD représentent environ 45% du total des aides affectées à ce sous-secteur, avec respectivement un peu moins de 5 millions USD et environ 3,4 millions USD. Les tendances de décaissement de ces deux PTF suivent logiquement celles qu'elles ont pour l'ensemble du secteur Infrastructures, à savoir une forte hausse pour la Banque Mondiale (+73,7%) et une diminution significative pour la BAD (-18%).

Les Nations Unies, l'Union Européenne et la France ont fortement réduit leurs aides financières destinées au "WASH", avec -45% chacun pour les deux premiers et -67% pour la France. Leurs contributions restent cependant élevées, entre 1,7 million USD et 1,9 million USD. Celle de la France représente environ la moitié de ses décaissements dans le secteur Infrastructures. Celles des Nations Unies, du Japon et de la Suisse correspondent quant à elles à l'intégralité de leurs aides financières consacrées aux Infrastructures.

La contribution des coopérations décentralisées dans ce secteur représente l'essentiel des décaissements de la France. Cette contribution a augmenté de 25,3% entre 2011 et 2012, pour atteindre un montant de 1,7 million USD pendant que les ONGI ont apporté 4,3 millions USD dans ce sous-secteur en 2012, soit le double de leur contribution de 2011.

PARTIE II.

APERCU DES REALISATIONS DES PROJETS FINANCES PAR L'AIDE

Après la présentation du tableau de bord sur les flux financiers effectivement décaissés par les Partenaires au développement dans le cadre de la coopération avec Madagascar, la présente édition du RCD donne un aperçu des réalisations de quelques projets financés par l'aide.

Cette deuxième partie résume les points saillants issus d'une étude sur les réalisations de projets de développement. Après un exposé des principes qui sous-tendent cette étude, les projets sont présentés par donateurs (ceux ayant répondu à l'enquête).

Les objectifs principaux de cette partie consistent à donner un aperçu des réalisations et de faire un plaidoyer pour que l'ensemble des acteurs considèrent davantage le principe de la transparence de la coopération au développement, au-delà des simples flux financiers.

II.1. PRINCIPES ET APPROCHE METHODOLOGIQUE

II.1.1. Principes ayant conduit à l'intégration des réalisations dans la base AMP

La mise en œuvre du principe de transparence concernant les flux financiers a été une des plus grandes réalisations acquises depuis 2010, à travers l'opérationnalisation de la base de données nationale sur l'aide (AMP-Madagascar). Cette base est la source des RCD qui, depuis 2009, servent d'outils d'aide à la décision (stratégique ou programmatique), et sont un moyen de communication (redevabilité). Depuis 2011, AMP-Madagascar intègre les données sur l'aide fournies directement par l'ensemble des coopérations décentralisées et les principales ONG internationales. Le présent rapport initie l'idée d'y intégrer désormais des réalisations de projets pour illustrer les flux financiers de l'aide.

Le principe de transparence des informations financières, déjà mis en exergue dans la *Déclaration de Paris* et le *Programme d'Action d'Accra*, devrait désormais concerner aussi les résultats et réalisations. En effet, dans le document final du *Partenariat de Busan*, portant sur l'efficacité de la coopération au développement, le paragraphe 6 réaffirme que : « [...] *l'augmentation du volume des financements pour le développement devrait aller de pair avec une action plus efficace, pour générer des résultats pérennes et transparents pour tous les citoyens.* [...] ».

Par ailleurs, il existe un plaidoyer, en particulier de la société civile (journalistes, ONG...), pour la mise en œuvre de ce principe au niveau national : les Malgaches, comme les citoyens du monde entier, réclament de plus en plus les résultats qui sont liés à tous ces flux financiers.

II.1.2. Méthodologie de collecte des données sur les réalisations

Dans une première étape, la VPEI et le STPCA/Primature ont réalisé une enquête auprès des PTF habituels, avec l'aide d'un consultant national et l'appui technique et financier du PNUD. Une première collecte des données a donc permis de disposer d'un rapport consignait les principales réalisations des partenaires ayant participé à cette enquête.

Pour ce faire, les PTF ont été identifiés à l'aide des informations financières de la base de données AMP-Madagascar. Ensuite, un questionnaire pré-rempli a été envoyé à chacun d'eux pour faciliter les entretiens qui s'en sont suivis puis une revue des rapports d'activités a été effectuée pour compléter les informations sur leurs réalisations.

Parallèlement à l'enquête faite auprès des PTF habituels, l'équipe du STPCA a réuni les rapports d'activités des ONG internationales, disponibles auprès du Ministère des Affaires Etrangères, afin de collecter les réalisations de ces dernières. De plus, l'Ambassade de France (Service de Coopération et d'Action Culturelle) a fourni les informations sur les réalisations des coopérations décentralisées. Par ailleurs, les informations et analyses détaillées de ces acteurs peuvent être retrouvées dans les rapports officiels établis par les départements ministériels concernés.

II.1.3. Pérennisation du processus et conservation des données

La collecte de données sur les réalisations sera élargie aux PTF n'ayant pas encore répondu à l'enquête et le processus sera effectué sur une base annuelle, afin d'actualiser les informations. Pour

ce qui est de la pérennisation du processus, les détails des données collectées – et celles à venir – seront prochainement saisies dans AMP-Madagascar et le processus sera intégré dans le protocole de gestion de la base de données.

Tableau 12 : Listes des Partenaires au développement ayant répondu à l'enquête sur les réalisations

N°	Multilatéraux	Bilatéraux	Coopérations décentralisées	ONG internationales
1	BAD	GIZ (Allemagne)	Toutes	Handicap International
2	UNICEF	SCAC (France)		PACT
3	UNFPA	USAID (Etats-Unis)		FERT
4	ONUSIDA			PROTOS
5	FAO			Habitat for Humanity
6	PAM			Aide et Action
7	PNUD			GRET
8	UE			APDRA
9	FIDA			ADRA
10	UNESCO			Médecins sans Frontières
11	ONUDI			RTM
12	BIT			Don Bosco
13	OMS			MEDAIR
14				CRS
15				ACBF/CREAM

Comme le montre le tableau ci-dessus, seule une partie des Partenaires au développement ont répondu à l'enquête. Ils ont fourni soit des données brutes, soit des éléments déjà consolidés dans le cadre d'un processus de suivi - évaluation qui leur est propre. Ce taux de réponse est toutefois assez satisfaisant pour l'équipe de rédaction du RCD, étant donné que les objectifs principaux de cette partie consistent à donner un aperçu des réalisations et de faire un plaidoyer pour que l'ensemble des acteurs considèrent davantage le principe de la transparence de la coopération au développement, au-delà des simples flux financiers.

II.1.4. Lien avec le SNISE

Ce processus autour des réalisations des projets de la coopération au développement respecte les principes de complémentarité et de subsidiarité. Il faut rappeler que le *Système National Intégré du Suivi Evaluation* (SNISE) mesure les progrès accomplis dans l'atteinte des cibles fixées dans les documents de stratégie de développement. L'exercice actuel, à travers AMP-Madagascar, consiste quant à lui à mettre en face des flux financiers décaissés par les Partenaires au développement, les réalisations correspondantes. Le SNISE repose sur une série d'indicateurs concertés au niveau national. AMP-Madagascar utilisera les indicateurs du Cadre mondial de suivi du *Partenariat de Busan* et devra permettre d'alimenter le SNISE afin de mesurer l'apport de la coopération au développement à l'atteinte des résultats du développement.

Actuellement, les Partenaires au développement possèdent chacun leur propre cadre de suivi-évaluation. De ce fait, la présentation des résultats, attendus et réalisés, varie d'un partenaire à l'autre, avec des niveaux (produit, effet ou impact), des périodicités (allant du mensuel au pluriannuel) et des degrés d'agrégation (d'une simple activité à tout un programme) différents. Il est donc très difficile, voire impossible, de comparer l'efficacité des interventions entre les différents Partenaires au développement.

Toutefois, le véritable enjeu n'est pas tant de comparer les partenaires entre eux mais bien de pouvoir aisément utiliser leurs données afin d'alimenter le SNISE. Le défi à relever est d'avoir un cadre national de suivi-évaluation de la coopération au développement, qui permettrait d'harmoniser la présentation et la mesure de l'atteinte des résultats des interventions financées par des ressources extérieures, et qui permettrait ainsi d'alimenter le SNISE plus facilement.

II.2. APERÇU DES REALISATIONS DES PTF

La plupart des PTF ayant répondu à la collecte de données sur les réalisations ont fourni des informations exhaustives. Cependant, il faut rappeler que l'objectif de cette partie du RCD est d'illustrer ce qui est fait à partir des financements des Partenaires au développement, sans pour autant énumérer en détail l'ensemble des réalisations, qui sont disponibles dans le rapport du consultant et/ou dans les rapports du SNISE sur le suivi-évaluation des programmes. Il est important de rappeler qu'il y a une hétérogénéité des résultats présentés, que ce soit sur le niveau d'intervention, le degré d'agrégation ou la période d'exécution (une année spécifique ou cumul).

II.2.1. Aperçu des réalisations du SCAC

Parmi les principales réalisations du Service de Coopération et d'Action Culturelle (SCAC) de l'Ambassade de France, quatre grandes catégories de bénéficiaires peuvent être distinguées : (i) les étudiants et le monde académique en général¹², (ii) la Police Nationale et (iii) les artistes, producteurs artistiques et structures de tutelle et (iv) les magistrats, avocats, juristes et ministères. Les activités concernent globalement le renforcement des capacités, directement au profit des bénéficiaires, mais aussi l'amélioration du cadre de formation.

Tableau 13. Tableau synoptique des réalisations du SCAC

Domaine	Bénéficiaires	Réalisations
Enseignement supérieur	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 2 000 étudiants post-universitaires et 200 enseignants-chercheurs ▪ 150 personnels administratifs (Universités, Ministère et organismes rattachés¹³) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Appui direct aux travaux de recherche ▪ Formations et fourniture de moyens leur permettant de mieux s'adapter au système LMD (Licence, Master, Doctorat)
Sécurité Publique (Police Nationale)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les deux écoles de Police (École nationale des inspecteurs et des agents de police – ENIAP) et (École Nationale Supérieure de la Police – ENSP) ▪ La Direction Centrale et les 6 Services Interrégionaux de la Police Judiciaire ▪ Le personnel de la Police, surtout les commissaires 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réhabilitations et constructions de bâtiments dans les Centres de formation continue ▪ Acquisition d'équipements et de matériels informatiques et didactiques ainsi que des véhicules ▪ Renforcement des capacités : formation en France mais aussi à Madagascar
Arts et Culture	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Office Malgache du Droit d'Auteur, artistes et cadres du Ministère de la Culture ▪ Plus de 110 artistes, plusieurs opérateurs audio-visuels (producteurs, tourneurs, agents, organisateurs de festivals...) ▪ Créateurs de mode, ressources humaines des entreprises textiles, l'Association des créateurs de mode 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Production de 1 million d'hologrammes et création de la Brigade anti-piratage ; ▪ Envoi d'agents du Ministère de la Culture en France et formations locales ▪ Recrutement des médiateurs de festivals ▪ Création du Centre de ressources des arts actuels de Madagascar (www.craam.mg)

¹² Concernent les 6 universités, le Ministère de l'Enseignement Supérieur, les instituts de recherche (dont l'Institut de Recherche pour le Développement - IRD)...

¹³ 9 instituts et établissements d'enseignement supérieur, 15 laboratoires de recherche et 20 entreprises.

Justice et droit	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 900 magistrats ; 3 Tribunaux de Première Instance (TPI) comme sites pilotes des applicatifs locaux, 14 Registres de Commerce et des Sociétés (RCS) informatisés, 15 membres du Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM), 18 magistrats inspecteurs ▪ 1 000 avocats, 100 huissiers et 25 notaires, secteur privé affilié au Centre d'Arbitrage et de Médiation de Madagascar (CAMM) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Appui à la réforme dans la procédure d'affectation-transparence, ▪ Appui aux Conseils en éthique et déontologie ▪ Réforme des statuts et concours des notaires et huissiers, ▪ Construction de la Maison du droit et des professions judiciaires
------------------	---	---

II.2.2. Aperçu des réalisations de la GIZ

Dans son appui technique et financier, la *Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit* (GIZ) intervient non seulement dans le domaine de l'environnement et de l'énergie renouvelable mais également dans la lutte contre le VIH-SIDA. Ci-après un aperçu de ses réalisations :

Tableau 14. Tableau synoptique des réalisations de la GIZ

Domaine	Bénéficiaires	Réalisations	Impacts (Moyen et long terme)
Environnement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 1 675 villageois ▪ OSC cibles 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Reboisement de 2 856 ha, en 3 campagnes, selon l'approche Reboisement Villageois Individuel (RVI) ; ▪ Renforcement des capacités de quelques organisations de la société civile 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Augmentation du revenu des familles de reboiseurs ▪ Economie de plus 600 t de charbon de bois ▪ Amélioration de la gestion des ressources naturelles et la conservation de la biodiversité dans 4 zones d'intervention : Antananarivo, Régions de Diana, Boeny et Atsimo Andrefana
Energie	<ul style="list-style-type: none"> ▪ ADER ▪ Opérateurs privés ▪ 2 communes 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Appui institutionnel de l'Agence de Développement de l'Electrification Rurale (ADER) ▪ Renforcement de capacités ▪ Installation des petites centrales hydro-électriques 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Efficacité du processus de travail interne de l'ADER ▪ Secteur privé renforcé en matière de montage financier et gestion de centrale hydro-électrique ▪ Ces communes accèdent de façon durable à l'électricité
Santé	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Groupes à risque VIH ▪ 40 entreprises 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Offre de services en vue du changement de comportement : éducation sexuelle, fourniture de préservatifs, tests, conseil, et traitement ▪ Introduction de nouveaux tests de dépistage plus fiable du VIH ▪ Appui pour mettre en place une politique de lutte contre le SIDA 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La prévalence du VIH chez la population en général, les jeunes et les travailleurs du sexe en particulier, est maintenue à moins de 1% dans les Régions d'intervention (Boeny et Analamanga) ▪ Diminution du taux d'abandon du traitement des personnes vivant avec le VIH, grâce au centre de santé intégré à Mahajanga.

II.2.3. Aperçu des réalisations de l'USAID

L'appui du Gouvernement des États-Unis à Madagascar est axé sur les programmes humanitaires destinés à sauver des vies, soulager la souffrance, préserver la dignité humaine, et cibler les populations les plus vulnérables, telles que les femmes et les enfants. La quasi-totalité de cette assistance passe par l'USAID, et cible les zones rurales où l'accès aux services est limité. Elle est gérée directement par cette agence en collaboration avec le secteur privé, les ONG, les associations de la société civile et les groupes communautaires locaux.

Tableau 15. Tableau synoptique des réalisations de l'USAID

Domaines	Bénéficiaires	Réalisations ¹⁴
Stratégie maternelle, infantile et néo-natale	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 7 541 villages isolés ▪ 64 000 personnes à faible revenu 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Plus de 15 400 volontaires de santé communautaires ayant apporté : <ul style="list-style-type: none"> - Traitement de 12 000 enfants atteints de pneumonie et 31 000 enfants atteints de diarrhées - Planning familial auprès de 1,35 million de couples - 704 tonnes de rations alimentaires distribuées à 60 000 femmes enceintes/allaitantes et enfants de 6 à 23 mois ▪ Soutien et sensibilisation par 17 équipes mobiles afin de fournir des méthodes à action prolongée et permanente
Eau et assainissement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 193 000 personnes ▪ 134 000 personnes 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Accès à l'assainissement ▪ Accès à l'eau potable
Lutte contre le paludisme	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 19 districts de la Côté Est du pays ▪ Plus de 2,58 millions de personnes 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 2,11 millions de moustiquaires imprégnées d'insecticide de longue durée distribuées ▪ Pulvérisation intérieure de 502 600 structures (maisons, granges...) dans 15 districts
Sécurité alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Plus de 20 000 agriculteurs ▪ 16 800 personnes ▪ Populations cibles de zones rurales ▪ 259 000 personnes 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Formation à identification et à amélioration de technologies visant à accroître la production et la productivité agricole ▪ 960 groupes de villageois bénéficiant du programme prêt-épargne : <ul style="list-style-type: none"> - augmentation du revenu et résilience assurée dans les moments difficiles - épargne moyen de 180 USD / groupe ▪ Réhabilitation de 191 km de routes rurales et canaux d'irrigation desservant 5 800 ha de terres ▪ 1 400 ha de forêt reboisée ▪ Réception de rations alimentaires
Gestion de risque et catastrophes	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 2 000 personnes ▪ 329 communautés ▪ 56 communautés 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Formation à la préparation aux catastrophes ▪ Elaboration de plans de réduction des risques ▪ Développement d'un système d'alerte précoce aux catastrophes

II.2.4. Aperçu des réalisations de l'Union Européenne

L'Union Européenne est un des partenaires qui met en œuvre le plus grand nombre de projets. La collecte des informations sur ses réalisations a donc été circonscrite afin de pouvoir donner un aperçu clair, présenté dans le tableau ci-après, illustrant l'usage de ses décaissements.

Domaine	Bénéficiaires	Réalisations
Santé	44 services de santé de base, Directions régionales de santé dans 5 régions : Sava,	Le programme PASSOBA Santé, mis en œuvre par l'UNICEF, contribue à la réduction de la vulnérabilité des populations les plus démunies et les plus affectées par la crise, en renforçant les capacités opérationnelles des

¹⁴ Les données délivrées ont fait référence à l'année fiscale 2012 : c'est à dire d'octobre 2011 à septembre 2012.

	Analanjirifo, Menabe, Atsimo Andrefana, Anosy, Salama	structures publiques décentralisées de la santé.
	Réseaux communautaires de l'Amoron'i Mania	Prévention et réhabilitation neuropsychiatrique dans la région Amoron'i Mania.
	Populations vulnérables dans les fokontany des régions de Vatovavy Fitovinany et d'Atsimo Antsinanana	Renforcement des services de santé dans 990 fokontany des 2 régions ciblées en fournissant 35 000 services de santé reproductive et de planning familial (PF), 3 000 traitements pour avortements incomplets, 1 500 traitements pour infections sexuellement transmissibles. 12 000 adolescentes (15-19 ans) adoptent une méthode de PF, 25% des adolescentes adoptent une méthode de longue durée.
	Travailleurs pauvres et leurs familles dans les villes d'Antsirabe, Antananarivo et Majunga.	Protection sociale et économique des travailleurs pauvres et de leurs familles vivant dans les quartiers défavorisés de 3 villes. 7 000 familles adhèrent aux mutuelles de santé, 1 100 travailleurs informels et leurs familles bénéficient d'un remboursement des frais d'hospitalisation, 11 000 personnes sont référencées dans des structures de soins conventionnées, des accords-cadres sont conclus avec des structures de santé répondant ainsi à l'ensemble des besoins de santé des adhérents.
Elections	CENI-T	Assistance technique et conseils auprès de la Direction de la CENI-T dans le cadre du processus électoral de 2013, d'un montant de 261 416 €.
	CENI-T et population	Appui à la CENI-T en vue de la révision des listes électorales et de l'éducation et la sensibilisation des citoyens par le biais d'ONG spécialisées. Cet appui se divise en trois : 1,4 M€ mis en œuvre par le PNUD pour la fiabilisation du fichier électoral, 300 000 € pour l'ONG EISA pour l'implication de la société civile malgache dans la sensibilisation à l'enregistrement des électeurs, 300 000 € pour l'ONG SFCG pour la sensibilisation des électeurs sur le processus de recensement à travers les médias.
Droits de l'homme	La population en général, les femmes, les handicapés, les citoyens,...	Projets financés sur des lignes budgétaires thématiques ciblant les droits de l'homme pour une enveloppe d'environ 1 M€ ayant pour but d'éduquer, de former, de sensibiliser sur les droits de la femme, des handicapés, des citoyens (culture démocratique, libertés fondamentales)...
Acteurs non étatiques	Les acteurs non étatiques, les micros et petites entreprises, les jeunes, les quartiers défavorisés, les communautés de base...	Projets financés sur des lignes budgétaires thématiques ciblant le renforcement des acteurs non étatiques pour un montant d'environ 5 millions €. Les domaines d'intervention de ces projets sont très variés: environnement, cohésion sociale, amélioration de l'environnement des quartiers défavorisés, appuis aux artisans et femmes micro entrepreneures, accès à l'eau potable, accès à l'éducation des handicapés...
Infrastructures - réparation des dégâts du cyclone HUBERT	Les usagers de la route et de la voie ferroviaire, et au sens large les populations des zones rurales, dépendant essentiellement des infrastructures touchées et fortement affectées par l'augmentation des coûts de transport et des produits de première nécessité.	Ce programme, d'un montant de 5,4 M€ couvre la réparation des dégâts de la tempête tropicale HUBERT sur les infrastructures de transport. En ce qui concerne le réseau routier, les RN7, 12, 25 et 44 ont fait l'objet d'interventions dans le cadre de ce programme. Quant au réseau ferroviaire, une intervention est en cours d'achèvement sur la ligne FCE (Finarantsoa - Manakara)
Sécurité alimentaire	Les populations vulnérables dans les régions d'Atsimo Andrefana, Atsinanana, Analanjirofo, Amoron'i Mania, Vakinankaratra, Haute Matsiatra et Ihorombe dont le taux de malnutrition est parmi les	D'un montant de 8 M€, le Programme Thématique de Sécurité Alimentaire (FTSP) agit sur la disponibilité des vivres, l'accès économique et stable aux produits alimentaires et l'utilisation adéquate des aliments. Il contribue à l'augmentation et à la diversification de la productivité au niveau des exploitations familiales

	plus élevés du pays. Il cible environ 57.000 ménages et 650 organisations paysannes.	
Sucre	<ul style="list-style-type: none"> • Les populations agricoles de la plaine de la basse Mahavavy - district d'Ambilobe-Région Diana • Les ouvriers permanents et saisonniers de la SUCOCOMA dont les emplois seront sécurisés grâce à l'augmentation du niveau de la production de la sucrerie et l'amélioration de sa compétitivité. 	Les appuis comprennent : (i) les travaux de réhabilitation du réseau hydro-agricole, (ii) les appuis techniques et organisationnelles aux opérations des organisations rurales et (iii) l'assistance technique pour la mise en œuvre pour un coût total de 4 685 M€
Energie	Populations des 17 communes et bourgades en milieu rural	Projets financés sur les Facilités Energie 1 & 2 - Subvention à des ONG ou opérateurs privés pour un montant total de 6,8 M€ pour des projets d'énergie renouvelable (hydroélectricité, solaire et éolien) en zones rurales non connectables aux réseaux interconnectés – 7 500 nouveaux ménages au total auront accès à l'électricité

II.2.5. Aperçu des réalisations de la BAD

Le tableau ci-après présente un aperçu plus ou moins exhaustif des principales réalisations de la Banque Africaine de Développement (BAD) à Madagascar. Les données collectées fournissent des informations sur les résultats escomptés mais aussi sur les taux de réalisation.

Tableau 16. Tableau synoptique des réalisations de la BAD

Domaine	Bénéficiaires	Réalisations	Impacts
Education	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 6 800 élèves 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 34 salles de classes primaires avec blocs sanitaires reconstruites et équipées, avec points d'eau 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Augmentation de la fréquentation scolaire dans les zones couvertes
Santé	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Environ 1 500 000 enfants et adultes 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 3 CSB avec blocs sanitaires reconstruits et équipés ▪ Achat de vaccins contre la poliomyélite, la rougeole, la rage et la peste 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Amélioration de la prise en charge de la population ▪ Réduction des cas de poliomyélite, de rougeole, de rage et de peste
MST-VIH	<ul style="list-style-type: none"> ▪ VIH/SIDA : toute la population malgache ▪ Transfusion sanguine de 7 principales régions couvertes par le projet 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Construction en cours d'un Centre National de Transfusion Sanguine et de 6 Centres régionaux de transfusion sanguine. ▪ 3 véhicules de dépistage + 1 véhicule de liaison livrés ▪ Dotation du Programme National de Tuberculose en réactifs et Consommables ▪ Diverses formations réalisées en sécurité transfusionnelle et hémovigilance, en pratique transfusionnelle, en épidémiologie et à l'observance de l'hygiène hospitalière au profit du personnel médical, para médical et des auxiliaires des secteurs public et privé ▪ Formation des 700 enseignants formateurs en prévention VIH en milieu scolaire et de 400 femmes de comités villageois en matière de sensibilisation sur la prévention et la prise en charge communautaire 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Maintien de la prévalence du VIH/SIDA en dessous de 1% ▪ Disponibilité des réactifs et poches de sang pour des transfusions sécurisées

Eau et assainissement	<ul style="list-style-type: none"> 477 200 personnes 	<p><u>Alimentation en eau potable</u></p> <ul style="list-style-type: none"> 1 319 forages avec PMH et 96 points d'eau réhabilités 15 AEP de Petits centres 3 AEP de Grands centres 20 points d'eau avec un Dispositif de lavage de main avec Distribution kits de pièces de rechanges pour les pompes et kits Wash 	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation de 2,63 % du taux de desserte en eau potable en milieu rural au niveau national
	<ul style="list-style-type: none"> 338 000 personnes 	<p><u>Assainissement</u></p> <ul style="list-style-type: none"> 5 565 latrines familiales et 539 blocs sanitaires 	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation de 1,86 % du taux d'accès en service d'assainissement en milieu rural au niveau national
Pêche	<ul style="list-style-type: none"> 92 villages de la zone du projet dans le sud-ouest Services techniques du Ministère de la Pêches 	<ul style="list-style-type: none"> 14 débarcadères au stade de finition ; 16 dispositifs de concentration des poissons mis en place et 2 sites d'élevage de concombres de mer et d'algues en exploitation ; Enquête cadre et enquête de production en cours de réalisation dans la région du sud-ouest; 15 mécaniciens hors -bord formés, 20 ingénieurs halieutes et 15 charpentiers naval en formation 	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration des revenus des pêcheurs
Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> 13 000 exploitants des deux périmètres (Bas – Mangoky et Manombo). 	<ul style="list-style-type: none"> Un barrage réhabilité, 25 km de digues réhabilités, 17 km de canaux principaux revêtus et 139 km de canaux portés réhabilités ; 70% d'exploitants des périmètres ont adopté des thèmes techniques préconisés ; 6 897 exploitants ont obtenu des titres fonciers et 2 000 ont accès au micro –crédit. 	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation de la production du riz ; Exploitations agricoles sécurisées
Infrastructures	<ul style="list-style-type: none"> Environ 750 000 personnes 	<ul style="list-style-type: none"> RN 34 : 112 km revêtus RN 35 : 49 km revêtus 	<ul style="list-style-type: none"> Réduction du temps moyen d'accès aux centres urbains de 68% pour les voitures légères (VL) et de 75% pour les poids lourds (PL) sur la RN34; Réduction moyenne de 50% pour les VL et de 58% pour les PL respectivement et les PL sur la RN35 entre 2007 et 2012 sur la RN35 ; Réduction de 39% sur les deux tronçons du coût moyen pour le transport des personnes et de 33% pour le transport de marchandises

En plus de ces principales réalisations, il faut noter que la BAD a également contribué au renforcement des capacités dans le domaine macroéconomique (PARP II) et a soutenu un projet d'appui institutionnel dans le cadre de la gouvernance. La plupart des actions prévues n'ont malheureusement pas produit les résultats escomptés, à cause de la crise sociopolitique de 2009.

II.2.6. Aperçu des réalisations du Système des Nations Unies

Pratiquement toutes les agences du SNU ont répondu à l'enquête : UNFPA, PAM, FAO, FIDA, UNICEF, BIT, OMS, ONUDI, ONUSIDA, UNESCO et PNUD. Les données collectées ont été regroupées pour permettre d'avoir un aperçu global des réalisations, étant donné la complémentarité des agences.

Tableau 17. Tableau synoptique des réalisations des agences du SNU dans les différents domaines

Domaine	Agences	Bénéficiaires	Réalisations
Eau et assainissement	UNICEF	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 44 022 personnes ▪ 7 083 personnes ▪ 168 739 personnes ▪ 115 022 personnes ▪ 110 villages 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Accès à l'eau potable ▪ Traitement de l'eau à la maison ▪ Utilisation d'eau potable et amélioration des conditions d'hygiène, suite à la construction de kiosques d'eau, de blocs sanitaires et à la réhabilitation de drains en milieu urbain ▪ Utilisation de latrines ▪ Application du standard ODF (Sans Défécation à l'Air Libre), grâce à la campagne SANDALES (Sans défécation à l'air libre).
		<ul style="list-style-type: none"> ▪ 4 millions d'enfants ▪ 21 401 élèves 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 21 000 écoles primaires appliquent la norme WASH. ▪ 13 430 filles et 7 976 garçons de 93 écoles utilisent des structures de lavage des mains sales
	PNUD	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les 3 agences de bassin du Sud 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Etablissement des schémas directeurs de l'eau et de l'assainissement pouvant ainsi servir d'outils de plaidoyer à la mobilisation des ressources
Nutrition	UNICEF	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 7 386 enfants ▪ 1 808 enfants 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Traitement pour malnutrition aiguë sévère dans 521 centres de santé de base (CRENAS) ▪ Admission dans 49 unités de stabilisation nutritionnelle (CRENI)
	PAM	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 200 931 élèves ▪ Communautés rurales cibles ▪ 66 062 personnes vulnérables ▪ 610 000 personnes 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Distribution de 5 000 t de vivres aux cantines de 1 138 écoles ▪ Atténuation des effets de la sécheresse dans le Sud, à travers les activités de Vivre Contre Travail (VCT) : <ul style="list-style-type: none"> - Fixation de dunes, protection de 193 ha et aménagement de 16,59 ares de terrains agricoles - Reboisement en espèces endémiques de 1 962 ha, et réhabilitation de 3 305 m³ de mare naturelle - 69 255 bénéficiaires du VCT (sur 60 000 prévus) ▪ Distribution de nourritures à des femmes enceintes allaitantes, enfants et patients atteints de tuberculose assistés (sur 93 000 prévus) ▪ Assistance aux victimes de cyclones : vivres et redressement des avoirs communautaires (reboisement, barrages,...)
Santé	UNICEF	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Populations cibles dans 32 districts 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 110 992 enfants dans 14 districts cibles ont bénéficié des services de santé de base, activités maintenant étendues sur 18 districts supplémentaires : 7 567 femmes enceintes ayant bénéficié d'un suivi médical, 6 784 enfants ayant reçu des moustiquaires (MID) en complément de la vaccination de routine
		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Population touchée par des cyclones 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 20 000 moustiquaires distribuées aux populations de l'Est et du Sud touchées par des cyclones, 100 000 doses de médicaments antipaludiques (ACT) distribuées,...
		<ul style="list-style-type: none"> ▪ 3 districts 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 67% des établissements de santé de ces districts offrent un pack d'urgence en obstétrique et du nouveau-né, des soins prénataux et la prévention de transmission mère-enfant du VIH

		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Enfants vulnérables 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Plus de 95% des enfants admissibles, dans les districts ciblés, ont été vermifugés et ont bénéficié de la distribution de vitamine A dans le cadre des deux Semaines Santé Mère Enfant (SSME)
		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Femmes et enfants vulnérables 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 87% de femmes admissibles au TT2 (anatoxine tétanique) – dans 39 districts – et 100% des enfants éligibles ont bénéficié de deux doses de vaccin contre la polio – dans 17 districts
	UNFPA	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Population sexuellement active ▪ Parturientes 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Contribution au rehaussement du taux de couverture contraceptive à 27,3% ▪ 30% des femmes accouchent dans des formations sanitaires
		<ul style="list-style-type: none"> ▪ 7 institutions de santé ▪ 22 centres de santé 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Formation au Dispositif Minimum d’Urgence en santé de la reproduction ▪ Opérationnalisation du dispositif « amis des jeunes »
		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Femmes vulnérables ▪ 14 OSC 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 10 centres d’écoute et de conseil juridique mis en place ▪ Formation en genre et autonomisation des femmes
	OMS	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Cadres et praticiens du secteur santé 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcement des capacités : <ul style="list-style-type: none"> - des hauts responsables du Ministère de la Santé sur l’élaboration des stratégies, politiques et plans sanitaires nationaux - de 140 médecins et dentistes en méthodologie de base de santé publique
		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mères et enfants 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Campagne d’élimination du tétanos maternel et néonatal dans 39 districts
		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Populations exposées à la filariose 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 80% des enfants en âge d’être scolarisé et des adultes vivant dans les zones endémiques de la filariose ont bénéficié de la distribution de médicaments
		<ul style="list-style-type: none"> ▪ 11 agents de santé 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcement des capacités aux soins obstétricaux néonatal d’urgence (SONU) – Régions Amoron’I Mania et Vakinankaratra
		<ul style="list-style-type: none"> ▪ 32 communes du littoral Est 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Distribution de moustiquaires imprégnées d’insecticides longue durée (MID)
	ONUSIDA	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Secrétariat exécutif du Comité National de lutte contre le SIDA (CNSL) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Plans Stratégiques Nationaux SIDA et réalisation du suivi et évaluation de sa mise en œuvre ▪ Réalisation d’études et enquêtes sur les dépenses nationales relatives aux IST/SIDA (<i>National Aids Spending Assessment</i> ou NASA)
Education et formation	UNICEF	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Plus de 28 000 enfants ▪ Ecoles de 4 régions cibles ▪ Plus de 4 000 filles ▪ Victimes de cyclones 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Accès à des services préscolaires de qualité ▪ Construction de 4 salles de classe préscolaire achevées et 16 autres en cours ▪ Offre de bourses et de transport ayant permis de poursuivre et achever l’année scolaire 2011 / 2012 dans 6 districts des 3 Régions ciblées (Analanjirifo, Atsimo-Atsinanana et Sofia) ▪ Intervention d’urgence post cyclonique ayant permis à 25 741 enfants de retourner à l’école rapidement, à 1 100 enfants d’accéder à un traitement gratuit, à 63 000 personnes d’avoir accès aux services essentiels de santé, à 173 100 personnes d’avoir accès à l’eau potable, à 12 800 enfants de recevoir quotidiennement un soutien psychosocial et un environnement sécurisé
	BIT	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 176 écoles 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Construction de 386 salles de classe équipées

	UNESCO	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Régions Amoron'i Mania, Analanjirofo, Atsinanana, et MEFTP 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Diagnostic et évaluation des besoins en renforcement de capacités en formation et de l'insertion professionnelle des déscolarisés et la mise en réseau des structures de formations agricoles et rurales ▪ Annuaire statistique du ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle (MEFTP) publié. ▪ Méthodologie d'alphabétisation fonctionnelle réadaptée pour un continuum vers l'Enseignement Technique et Professionnelle ▪ Formation de 30 formateurs de formateurs dans le domaine de l'Alphabétisation ▪ Etude sur les gisements d'activités productives dans les 11 communes d'intervention ▪ Recensement des jeunes 4 500 jeunes déscolarisés
Développement rural, agriculture et sécurité alimentaire	FIDA	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Producteurs agricoles 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Plus de 4 500 tonnes (sur 5 000 prévues) de produits agricoles (piments, girofle, miel, paddy, huiles essentielles, litchis, maïs, ananas, etc.) effectivement collectés par le programme, dans le cadre de l'amélioration de l'accès des producteurs aux marchés et la valorisation des produits et 4 400 tonnes ont été vendues et le reste stocké. ▪ 307 km de pistes rurales (sur 345 prévus) remis en état dans le cadre de l'intensification et diversification de la base productive de manière durable et 4 600 ha de périmètres réaménagés (sur 2 100 prévus) ▪ 2 651 microprojets (sur 1 760 prévus) ont bénéficié d'un financement pour leur assurer un accès aux services financiers adaptés
		<ul style="list-style-type: none"> ▪ 19 279 ménages 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Amélioration de l'accès des ménages ruraux pauvres à la gestion des ressources en terre et en eau, et 4 736 ha de périmètre hydro-agricole ont été aménagés (Régions Melaky et Menabe)
		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Micro entreprises rurales ciblées 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 49,4% des micro-entreprises rurales (MER) ont été validées pour bénéficier des services non financiers ; 9,9% ont bénéficié de services financiers ; 35,5% ont eu accès aux infrastructures publiques et 7,7% ont pu accéder à des infrastructures de production
		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Organisations paysannes faitières et chambres de l'agriculture et CSA 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 29 647 exploitations agricoles familiales, 5 organisations paysannes faitières, 24 organisations paysannes faitières au niveau régional et 42 unions de producteurs ont été appuyées. ▪ Plus de 1 100 organisations paysannes de base et 5 chambres d'agriculture régionales ainsi que 15 Centres de Services Agricoles (CSA) appuyées et 574 prestataires de services inventoriés. ▪ 392 emplois ont été créés dans les zones d'intervention
	FAO	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Producteurs agricoles 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 330 séances de formation et de démonstrations réalisées ▪ 9 visites organisées, dont 7 axées sur l'application de techniques de production y compris le système de micro-irrigation et 1 centrée sur la commercialisation de produits maraichers. ▪ 103 participants (pour l'ensemble de la zone du projet) bénéficient d'un aménagement de 15 étangs et de 10 parcelles sur rizières pour la rizipisciculture et d'un approvisionnement en intrants (alevins, petits matériels et équipements divers) ▪ Amélioration des ressources en eau des exploitations en implantant le Système de Micro Irrigation (SMI)
		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ecoliers et leurs familles 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 20 jardins scolaires pour une éducation nutritionnelle appropriée
		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Producteurs agricoles 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 55 modèles de production alternative mis en place (33 dans la Région Sava et 22 dans la Région Menabe), basés sur des petites entreprises rurales de produits forestiers et agricoles

		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les 3 Régions du Sud 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le système local de production de semences de sorgho a été renforcé pour atteindre une production de 13,2 tonnes afin d'aider à réduire le risque et la gravité des pénuries futures de semences causées par la sécheresse dans ces régions
		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Associations d'agriculteurs 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Formation de 65 producteurs de semences issus des associations d'agriculteurs sur la préparation du terrain agricole, la fertilisation, les techniques agricoles, la pratique du semis de sorgho, le traitement phytosanitaire des cultures, et le suivi – évaluation de la récolte et du stockage ▪ Actions permettant de stimuler et d'accompagner la réflexion des organisations/associations de producteurs, de rechercher et de mettre en pratique des solutions susceptibles de contribuer à la fois à l'amélioration de la production agricole, et à l'augmentation des revenus des ménages pauvres
	PNUD	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 86 paysans ▪ 20 groupements féminins ▪ 1 700 paysans 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Appui à la professionnalisation dans la filière soie ▪ Appui à la création d'activités génératrices de revenus et à la maîtrise de techniques de transformation des produits agricoles et à la culture maraîchère, grâce aux services fournis par des VNU (Volontaires des Nations Unies) ▪ Promotion du concept de "<i>développement de marché inclusif</i>" autour de la filière ricin dans la Région Androy : doublement de la production
Industrie, économie et emploi	ONUDI	<ul style="list-style-type: none"> ▪ EDBM 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcement des capacités (assistance technique) de l'<i>Economic Development Board of Madagascar</i> (EDBM) ▪ Mise à la disposition du logiciel COMFAR (<i>Computer Model for Feasibility Analysis and Reporting</i>) pour permettre de mener adéquatement les études de projets
		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Frigoristes 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réalisation des enquêtes et études en lien avec la problématique des fluides réfrigérants, notamment l'<i>African IPA Network</i> (AFRIPANET) <i>capacity building and Survey</i> ▪ Les frigoristes ont les capacités de manipuler les gaz et de limiter leur rejet grâce aux matériels distribués et aux sensibilisations-formations effectuées.
	BIT	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Travailleurs ▪ Partenaires sociaux ▪ Cadres dirigeants 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 429 275 journées de travail, soit 550 emplois décents créés ▪ Structuration des organisations des employeurs et travailleurs, et mise en place des plateformes de dialogue bipartite dans les Régions Atsimo Andrefana et Atsinanana par les partenaires sociaux (GEM et CTM) ▪ Formation, dans 112 PME, à la gestion d'entreprise et à la technique de construction de bâtiments anticycloniques
	PNUD	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 10 000 personnes ▪ 742 adultes ▪ 31 IMF ▪ Secteur privé 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 4 centres d'information, d'orientation et d'accompagnement sont opérationnels pour permettre aux communautés de saisir les opportunités économiques et sociales ▪ Formation à la tenue des livres de compte et permettant d'effectuer des calculs de rentabilité ▪ Appui à la professionnalisation des institutions de microfinance (IMF) ▪ Publication de tableaux de bord sur l'économie
	UNFPA	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ministères et PTF 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réalisation d'enquêtes socio-démographiques
	UNICEF	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ministères et PTF 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réalisation d'enquêtes socio-économiques : suivi des OMD, études sur la pauvreté des enfants, cartographie des activités de protection sociale,...
	Environnement	PNUD	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Primature et Ministère environnement et forêts

		<ul style="list-style-type: none"> ▪ 43 villages 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Accompagnement du processus de transfert de gestion communautaires des zones autour des aires protégées ciblées.
	FAO	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ministère environnement et forêts 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Un avant-projet de décret validé en novembre 2012 sur les règles de bonne gouvernance des filières de production et de commerce des bois précieux
Gouvernance	PNUD	<ul style="list-style-type: none"> ▪ CENIT ▪ Gouvernement et PTF ▪ Personnes ayant besoin de conseils juridiques ▪ Ministère de la justice 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Besoins du pays en matière électorale évalués grâce à la mission d'évaluation "<i>Need Assessment Mission</i>", suivi par l'opérationnalisation de la CENIT et la mobilisation de ressources pour le financement des élections ▪ Les rencontres périodiques entre le Gouvernement et les PTF ont repris, permettant ainsi les échanges sur la situation socioéconomique du pays et la coordination de l'aide au développement. ▪ L'accès à la justice a été amélioré grâce à la mise en place de cliniques juridiques supplémentaires et d'un mécanisme de monitoring judiciaire des violences sexo-spécifiques ▪ Production de 6 rapports sur les droits humains, et mise en place d'un Conseil National indépendant des droits de l'Homme - avec l'<i>Office of the High Commissioner for Human Rights</i> (OHCHR)
Gestion des risques et catastrophes (GRC)	PNUD	<ul style="list-style-type: none"> ▪ BNGRC et CPGU ▪ 2 communes vulnérables 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Evaluation de la mise en œuvre, dans 11 régions vulnérables, de la Stratégie Nationale de Gestion des Risques et des Catastrophes (SNGRC) par le Bureau national de gestion des risques et catastrophes (BNGRC) et la Cellule de prévention et de gestion des urgences (CPGU). ▪ Appui à la structuration et à la mise en œuvre de 81 comités locaux de GRC (Région Androy), désenclavement de 50 villages par la réhabilitation de 75 km de pistes et accès à l'eau pour 44 villages par le sur-creusage de 9 mares et plantation de 10.000 pieds de filao, 42.000 pieds d'aloès et 290.000 pieds de plantes endémiques pour protéger les habitats contre l'avancée des dunes

II.2.7. Aperçu des réalisations des Coopérations décentralisées

Les coopérations décentralisées opèrent avec des approches variées dans de nombreux secteurs d'activité : appui institutionnel, urbanisme et aménagement du territoire, agriculture - élevage et pêche, eau - hygiène et assainissement, éducation - formation universitaire et professionnelle, tourisme et environnement, sécurité civile, solidarité numérique, santé, culture - jeunesse et sports. Dans cette section, il s'agit d'illustrer les réalisations des coopérations décentralisées à travers quelques exemples, présentés dans le tableau ci-après.

Domaine	Bénéficiaires	Partenaires	Réalisations
Appui institutionnel et gouvernance locale	Région Itasy	Région Aquitaine	Renforcement des capacités par la mise en place d'une Cellule d'Appui Technique, composée de 3 cadres, dans les domaines de la fiscalité, l'ingénierie de projets et le développement économique et territorial, l'élaboration du Plan Régional de Développement (PRD)
	Commune d'Antananarivo	Région Ile-de-France	Formation des cadres et mise à disposition d'une équipe d'experts du développement urbain (urbaniste, architecte, géographe, sociologue)

	Région Atsinanana	Régions Rhône-Alpes et Basse-Normandie	Renforcement des capacités des agents ainsi qu'à l'élaboration de la stratégie de développement (PRD) et de communication.
	Région Diana	Région Picardie	Programme visant au renforcement des capacités de la Région Diana et de ses trois pôles urbains, via une assistance technique aux services d'appui technique intercommunaux.
	Commune de Mahanjanga et Ambato Ambarimay, OPCI Volamena	IRCOD Alsace	Soutien aux initiatives des communes en matière de formation des agents notamment dans les domaines de la comptabilité, de la fiscalité, de la maîtrise d'ouvrage communale
Solidarité numérique	Région Vakinankaratra	Région Auvergne	Echanges numériques entre les lycées des deux Régions Projet de création d'un centre de ressources
	Région Analanjirofo	Région Nord-Pas-de-Calais	Installation de matériel numérique dans les lycées Echanges numériques entre les lycées des deux Régions
Agriculture, élevage, pêche et développement rural	Région Itasy	Région Aquitaine	Formation de 153 paysans aux techniques d'agro-écologie et de conservation des sols et de 820 paysans, lors des 34 sessions dispensées notamment par les ONG APDRA et AgriSud
	Région Analanjirofo	Région Bretagne	Formation continue des éleveurs laitiers, croisement génétique des cheptels et conduite d'élevage (culture fourragère, étables)
	Région Anosy		Formation pour la construction de pirogues de type sénégalais
	Région Alaotra Mangoro	Département d'Ille-et-Vilaine	Développement de la filière laitière : amélioration génétique des animaux par l'insémination artificielle, formation des éleveurs, exploitation et transformation laitière à la ferme école d'Ambohitsilaozana, structuration de la filière lait et développement de cycles de formation continue
Eau, hygiène et assainissement	Région Haute-Matsiatra	Communauté urbaine du Grand Lyon	Appui à la réalisation de 12 plans communaux de développement eau et assainissement, création d'outils de gestion et de financement, formation d'agents communaux de l'eau et de techniciens régionaux, et construction d'infrastructures
	Commune urbaine de Tamatave	Ville de Saint-Etienne	Construction d'infrastructures d'assainissement, avec une utilisation des eaux pluviales, couplée au développement d'activités génératrices de revenus, via le compostage des matières et leur réutilisation en fertilisation, en s'appuyant notamment sur les savoir-faire d'une ONG locale
	Commune urbaine d'Antananarivo	Région Ile-de-France	Construction de bornes-fontaines, de puits et de latrines familiales ou collectives
	Région Analanjirofo	Région Bretagne	
	Commune de Mahanjanga et Ambato Ambarimay, OPCI Volamena	IRCOD Alsace	

Le domaine de l'eau, l'hygiène et l'assainissement bénéficie du soutien technique du réseau des acteurs de l'eau à Madagascar (Ran'Eau) et financier de la loi Oudin-Santini qui autorise les communes, les établissements publics intercommunaux et les services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement à mobiliser jusqu'à 1% des ressources qui sont affectées à ces services pour financer des actions de coopération internationale dans ces secteurs.

II.2.8. Aperçu des réalisations des ONGI

Acteurs incontournables du développement, les réalisations des ONGI sont très variées : éducation, nutrition, santé, développement rural, promotion de l'environnement, promotion de la culture et cohésion sociale. Ils atteignent généralement les zones reculées et touchent les couches les plus vulnérables de la population, en complémentarité des programmes des acteurs institutionnels.

Domaine	Acteurs	Bénéficiaires	Réalisations
Education	RTM et Don Bosco	Diocèse d'Antananarivo, Toamasina, Antananarivo, Mahajanga, Toliara et Fianarantsoa	<ul style="list-style-type: none"> • Prise en charge des frais de scolarisation de plus de 500 enfants travailleurs en âge scolaire et de jeunes travailleurs analphabètes non qualifiés de 15 à 17 ans, • Plus de 500 kits scolaires distribués • Formation de plus d'une centaine des formateurs par les méthodes AFI-D ou ASAMA ; • Dotation en matériels électroniques et didactiques des centres de formation professionnelle
		Région Boeny	Promotion des activités génératrices de revenus par le biais de formations
		Région Haute Matsiatra	Appui à la réinsertion scolaire, à l'alphabétisation et à la formation
Santé	RTM et MSF	CSB-II périphériques d'Antananarivo et de Manakara	<ul style="list-style-type: none"> • 21 000 personnes ont bénéficié d'appui à l'éducation et à la santé des orphelins et enfants vulnérables (OEV) • Sensibilisation et formation de plus de 43 médecin-chefs sur la psychiatrie et le diagnostic des malades mentaux ainsi que sur leur inclusion sociale • Prise en charge des malades tuberculeux et des malades atteints de schistosomiase compliquée
	MSF	CHD Bekily	<ul style="list-style-type: none"> • 2 305 consultations prénatales, 524 consultations post-natales, 556 accouchements et 49 césariennes réalisés dans les centres de référence, • Une salle de pansements entièrement aménagée
Nutrition	RTM	Antananarivo et Manakara	600 000 tonnes de vivres distribués jusqu'en 2012
	GRET	Dans 5 régions	Des milliers de bénéficiaires des activités réalisées dans le cadre du projet Nutrimad
	ADRA	Dans 6 régions d'interventions	26 068 personnes ayant bénéficié de l'initiative Vivres contre travail (VCT) et 772 autres ayant bénéficié du Vivres contre formation
	Don Bosco	Des écoles	Appui aux cantines scolaires et amélioration de la qualité du service
Infrastructure	MEDAIR	Ville de Maroantsetra	<ul style="list-style-type: none"> • Curage des canaux d'évacuation d'eaux ainsi que la réhabilitation et la construction de dalots, • Réhabilitation de Tranompokonolona (salle des fêtes communale)
		RN5 et villes environnantes	<ul style="list-style-type: none"> • Construction de bacs à ordures • Réaménagement de routes 61 km sur la RN5
	Habitat for Humnity	Au niveau national	Construction de plus 670 maisons
	CRS	Région Androy	<ul style="list-style-type: none"> • Réhabilitation de 21 impluviums • Installation de 25 pompes à pédales et de 78 latrines familiales
	GRET	Dans 4 régions	Mise en place de 8 réseaux d'électrification rurale dont la technologie est totalement transférée aux bénéficiaires dans le cadre du projet RHYVIÈRE ¹⁵

¹⁵ Réseaux Hydroélectriques Villageois, Énergie Respect de l'Environnement

Développement rural	APDRA	Région Atsinanana	Réalisation de plus d'une vingtaine de piscicultures, 3 barrages de 0,25 ha et prospection d'une trentaine de bas-fonds d'une surface totale d'aménagement piscicole de plus de 6 ha
		Régions Vakinankaratra, Itasy et Haute Matsiatra	<ul style="list-style-type: none"> • Production d'environ 13,5 tonnes de poissons grossis en rizière et 68 ha de surface supplémentaire de rizières empoissonnées • Plus de 180.000 alevins supplémentaires ont été produits
	CRS	Dans 5 régions d'intervention	<ul style="list-style-type: none"> • Constitution et formation de groupements en agrobusiness, • Réhabilitation de systèmes d'irrigation de 265 ha de rizières • Réhabilitation de plus de 55km de pistes.
	RTM	Communautés rurales en régions	Réalisations d'études et de formations des communautés agricoles au niveau des régions en partenariat avec des établissements techniques professionnels
<ul style="list-style-type: none"> • Contribution à la sortie de l'arrêté portant création de l'Association Nationale du Commerce Equitable et Solidaire à Madagascar (ANCESM), ayant une réputation reconnue à l'international • Réhabilitations de 2 barrages, 1 canal de drainage et environ 26 ha de rizières 			
Environnement	RTM	Région Amoron'i Mania	Promotion du concept VOI ¹⁶ , et la facilitation du prolongement de 10 ans de l'autorisation de leur droit de gestion de zones protégées par la Direction Régionale de l'Environnement et des Forêts Ambositra
	Don Bosco	Région Boeny	Reboisement de plus de 240 hectares à Antsahanihita (Boeny)
Solidarité nationale	<i>Search For Common Ground</i>	National	Sensibilisation des acteurs politiques et sociaux à travers divers supports : organisation d'ateliers, des campagnes médiatiques,...
	Don Bosco	Région Atsinanana	Promotion des activités sportives pour les jeunes, par l'équipement des centres d'activités récréatives, sportives et culturelles
Etudes et recherches dans le domaine de l'économie	ACBF/ CREAM	Institutions publiques chargées de la gestion économique et les groupements du secteur privé	<ul style="list-style-type: none"> • Réalisations de 11 études et recherches et documents de synthèse • Publication de 5 documents de recherches (version physique) • Edition de 6 <i>policy briefs</i> • Réalisation de 22 monographies des 22 chefs-lieux de Région • Formation des 50 élèves à l'école statistique de l'INSTAT • Réalisation de 29 ateliers de dissémination ; 7 pour les études et recherches et 22 ateliers pour les 22 monographies régionales. • 2 ateliers de concertation réalisés en partenariat avec l'EDBM et avec la participation des personnalités en provenance du secteur public, du secteur privé et de la société civile • 4 sessions de formation de courte durée à l'étranger pour les cadres du CREAM ont été réalisées

¹⁶ Vondron'Olona Ifotony (communauté de base)

CONCLUSION

Malgré la crise politique qui frappe le pays depuis près de 5 ans, il faut noter que la coopération n'a pas pour autant cessé, bien qu'elle se soit réduite, tant en volume qu'en qualité (mode de gestion). Sur la période 2010 – 2012, les partenaires habituels ont apporté en moyenne, sous forme de dons non remboursables et de prêts à taux concessionnels, 427,5 millions USD par an. A ce montant s'ajoutent un peu moins de 26,4 millions USD en moyenne par an, fournis et gérés directement par les ONG internationales et les coopérations décentralisées (françaises).

Face à une situation instable, l'apport des partenaires bilatéraux a diminué ; à l'inverse des multilatéraux et des autres types de partenaires.

Les secteurs sociaux restent de loin ceux où les partenaires continuent à investir, au détriment de secteurs productifs comme l'agriculture, les infrastructures, et encore moins le secteur industriel qui a toujours été considéré comme un secteur orphelin.

Sans chercher à juger de l'efficacité des actions, le présent rapport intègre quelques réalisations afin d'illustrer les flux financiers décaissés au titre de la coopération au développement. Celle-ci cherche à maintenir une certaine stabilité sociale et à accompagner, quand elle le peut, les actions du Gouvernement.

Bien que la situation limite l'utilisation des systèmes nationaux de gestion des finances publiques au niveau central, il pourrait être recommandé, comme certains partenaires le font déjà, d'intégrer davantage les services déconcentrés et les Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) dans la gestion des actions, en particulier dans les secteurs sociaux. Cette piste de réflexion restera valable au-delà de la crise politique.

Par ailleurs, la coordination des interventions, y compris au niveau infranational, doit être élargie aux autres types d'acteurs du développement, dont les coopérations décentralisées et les ONGI, afin d'être plus inclusif et plus efficace, comme cela est prôné par le nouveau *Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement*.

Enfin, face à la dégradation des indicateurs socio-économiques durant la crise, il faut espérer que la coopération au développement contribuera de façon effective à l'amélioration de la situation dans les mois et années qui viennent et que cette contribution au développement sera mesurée comme il se doit.

ANNEXES

Annexe 1. Montant de l'aide allouée par chaque PTF dans chacun des secteurs, en 2012 (en millier USD)

	<i>Gouvernance</i>	<i>Infrastructure</i>	<i>Éducation</i>	<i>Développement Rural</i>	<i>Santé</i>	<i>Economie</i>	<i>Environnement</i>	<i>Solidarité</i>	<i>NA</i>	<i>ENSEMBLE</i>
Allemagne - GIZ	-	413	-	217	595	-	3 714			4 939
Allemagne - KFW		2	-	-	-	-	3 094			3 096
BAD	-	8 651	-	1 874	1 591	-			-	12 115
BADEA		2 852	4 049							6 900
BIT	78		1 472			469		91	29	2 138
Chine	1 545	1 022	-	1 663	562			51		4 843
Corée du Sud								339		339
FAO	117			811	1 684	-	117	39	159	2 927
FEM/GEF							443			443
FIDA			18	11 790						11 808
FNUAP (UNFPA)	2 988				7 079	2 106		1 248		13 420
France - AFD	138	3 502	719	4 670	2 732	10 069			1 237	23 066
France - FFEM				22		-	516			539
France - IR				2 361	3 605	389	2 421			8 776
France - SCAC	3 070		2 882	175	16	-		1 009	312	7 464
France Coop déc.	1 299	2 636	1 031	831	444	681	374	26	1 494	8 816
GAVI					17 908					17 908
GFATM					28 205					28 205
IDA/BM	5 428	16 911	2 399	9 337	4 953	7 401	19 435	1 721	322	67 906
Inde				-						-
Japon - JICA		1 536	(0)	3 439	1 391	1 050	1 786	201		9 403
Japon-Ambassade								-		-
Koweït		3 711								3 711
NORAD			1 759	361	214	1 533	540	102	242	4 751
Norvège	1 554		6 817	-			175	54	5	8 605
OMS					648			-		648
ONUDI	5			-		33	145			184
ONUSIDA					28					28
OPEP		4 959	1 318	966	863					8 106
PAM			3 952		2 195			11 759		17 906
PNUD	2 963	-	-	908	33	605	143	1 703	2 141	8 497
Suisse	949	180		1 456						2 584
UE	6 448	9 867	697	3 267	6 922	1 353	884	1 206	-	30 643
UNESCO			80				-	36		117
UNICEF	1 329	1 901	7 475		12 151			1 596	1 853	26 305
USAID	-		-		49 466		-			49 466
ONGI	277	4 340	725	6 350	6 987	404	35	2 519	703	22 341
ENSEMBLE	28 186	62 484	35 393	50 498	150 272	26 091	33 823	23 698	8 497	418 943

Annexe 2. Montant de l'aide allouée par chaque PTF dans chacun des secteurs, en 2011 (en millier USD)

	<i>Gouvernance</i>	<i>Infrastructure</i>	<i>Education</i>	<i>Développement Rural</i>	<i>Santé</i>	<i>Economie</i>	<i>Environnement</i>	<i>Solidarité</i>	<i>NA</i>	<i>ENSEMBLE</i>
Allemagne - GIZ	-	678		-	1 151		2 331			4 160
Allemagne - KfW		-		114	16		9 117			9 247
BAD	1 306	17 146	-	5 250	37	-			1 000	24 738
BADEA		1 041	580							1 621
BIT	46		3 978			-		31	66	4 122
Chine	1 502	782	-	619	232			-		3 135
Corée du Sud								480		480
FAO	20			732	-	-	20	894	1 483	3 149
FEM/GEF							-			-
FIDA			-	9 613						9 613
FNUAP (UNFPA)	-				5 286	540		453		6 279
France - AFD	37	4 239	4 505	13 063	3 776	8 125			-	33 745
France - FFEM				177		-	447			625
France - IR				2 388	3 566	605	2 442			9 000
France - SCAC	3 862		2 978	347	374	-		1 612	315	9 488
France - Coop déc.	1 246	2 081	551	888	442	712	199	169	1 500	7 788
GAVI					10 574					10 574
GFATM					23 501					23 501
IDA/BM	2 352	8 403	874	15 715	9 422	11 338	3 161	646	-	51 911
Inde				-						-
Japon - JICA		1 270	40	3 073	1 293	1 474	87	884		8 122
Japon - Ambassade								-		-
Koweït		2 067								2 067
NORAD			528	247	130	1 220	461	152	901	3 639
Norvège	1 376		8 185	-			98	373	19	10 051
OMS					1 461			187		1 648
ONUDI	6			36		142	2			185
ONUSIDA					88					88
OPEP		9 603	1 754	2 465	270					14 092
PAM			3 696		2 053			12 487		18 236
PNUD	1 029	-	-	1 332	-	964	1 645	1 836	769	7 575
Suisse	1 504	-		1 504						3 009
UE	15 954	11 040	334	1 734	352	961	910	2 005	-	33 291
UNESCO			24				-	13		37
UNICEF	1 435	3 482	24 881		11 047			2 145	2 067	45 056
USAID	2		1 286		55 811		8			57 106
ONGI	124	2 013	3 369	6 984	6 226	355	78	2 345	732	22 226
ENSEMBLE	31 802	63 844	57 562	66 281	137 108	26 435	21 005	26 712	8 852	439 602

Annexe 3. Montant de l'aide allouée par chaque PTF dans chacun des secteurs, en 2010 (en millier USD)

Agences donatrices	Gouvernance	Infrastructure	Education	Développement Rural	Santé	Economie	Environnement	Solidarité	NA	ENSEMBLE
Allemagne - GIZ	322	849		-	667	-	2 901			4 740
Allemagne - KfW		-		-	-	-	3 575			3 575
BAD	481	8 000	2 014	6 833	399	-			-	17 727
BADEA		360	558							918
BIT	169		6 015			53		-	-	6 236
Chine	798	702	1 906	1 272	421			-		5 098
Corée du Sud								161		161
FAO	-			1 976	98	-	-	388	4 469	6 931
FEM/GEF							548			548
FIDA			-	8 689						8 689
FNUAP (UNFPA)	-				4 164	1 165		399		5 727
France - AFD	28	7 271	5 056	11 598	2 193	6 201			-	32 347
France - FFEM				284		-	670			954
France - IR				1 657	2 907	-	1 707			6 271
France - SCAC	2 628		2 359	63	257	-		4 705	306	10 316
France-Coop déc.	1 605	1 729	401	604	409	452	172	20	776	6 168
GAVI					9 376					9 376
GFATM					61 637					61 637
IDA/BM	390	43 824	4 988	7 400	13 626	16 750	5 430	3 672	-	96 080
Inde				-						-
Japon - JICA		1 999	25	2 430	1 518	779	91	1 880		8 722
Japon - Ambassade								-		-
Koweït		9 547								9 547
NORAD			406	276	60	30	409	61	744	1 986
Norvège	1 600		8 514	15			119	445	-	10 693
OMS					2 458			30		2 488
ONUDI	-			-		173	-			173
ONUSIDA					133					133
OPEP		3 589	2 864	665	280					7 399
PAM			3 215		1 786			9 489		14 491
PNUD	595	679	24	520	180	378	175	2 148	1 811	6 508
Suisse	1 306	-		1 213						2 518
UE	19 346	2 442	245	3 395	685	814	1 027	1 436	7 022	36 413
UNESCO			56				-	27		83
UNICEF	1 330	2 113	22 434		10 545			1 704	1 947	40 072
USAID	77		1 960		67 061		428			69 526
ONGI	197	3 449	2 006	7 475	5 769	-	42	1 848	1 167	21 953
ENSEMBLE	30 872	86 553	65 044	56 366	186 627	26 793	17 294	28 413	18 241	516 204

Annexe 4. Aperçu de l'état actuel de la désagrégation régionale des données sur l'aide (milliers USD)

<i>Désagrégation régionale</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>	<i>2012</i>	<i>Cumul</i>
<i>Projets nationaux ou non désagrégés</i>	<i>303 972</i>	<i>228 396</i>	<i>219 005</i>	<i>751 373</i>
<i>Projets régionaux</i>	<i>184 029</i>	<i>181 154</i>	<i>168 781</i>	<i>533 964</i>
ANALAMANGA (63)	27 195	24 523	28 895	80 612
ATSIMO-ANDREFANA (49)	29 103	24 955	22 552	76 610
ATSINANANA (32)	21 600	18 430	18 195	58 224
HAUTE MATSIATRA (30)	21 153	18 022	18 861	58 036
MENABE (19)	9 576	19 321	9 127	38 023
SOFIA (20)	13 870	11 313	5 687	30 871
ANOSY (39)	10 051	8 447	9 062	27 559
ALAOIRA-MANGORO (18)	5 563	6 099	7 175	18 837
VATOVAVY-FITOVINANY (39)	5 111	7 210	5 778	18 099
ANDROY (33)	4 626	4 955	5 899	15 479
ANALANJIROFO (20)	4 490	5 894	4 955	15 339
DIANA (19)	5 673	4 518	2 456	12 647
ATSIMO-ATSINANANA (37)	4 280	3 828	4 452	12 560
VAKINANKARATRA (25)	4 387	4 219	3 542	12 148
BOENY (24)	2 611	3 528	5 212	11 351
ITASY (14)	1 966	3 523	5 438	10 928
AMORONI MANIA (23)	3 322	3 400	2 817	9 540
SAVA (14)	1 571	1 879	3 865	7 316
IHOROMBE (12)	3 366	2 421	981	6 768
BONGOLAVA (10)	2 483	2 431	1 305	6 218
MELAKY (6)	1 668	1 661	2 113	5 441
BETSIBOKA (5)	364	577	415	1 356
<i>Total (540)</i>	<i>488 001</i>	<i>409 551</i>	<i>387 786</i>	<i>1 285 337</i>

NOTE : Ce tableau fournit les chiffres correspondants seulement aux PTF habituels. L'amélioration des données régionales reste un défi pour la gestion de la base de données ainsi que pour les analyses y afférentes (cf. section I.3 du corps du document)